



**REVUE**

**DE**

**PRESSE**



# La Relève et La Peste

## L'association « Caracol » transforme les bâtiments inoccupés en colocations solidaires et multiculturelles

Ces colocations occupent plus de 21 000 m<sup>2</sup> d'espace depuis leur création et sont représentées par 40 pays.

Texte: Chloé Droulez  
Photographie: Reille / Caracol  
17 janvier 2024



Face au nombre de logements laissés vacants dans les grandes villes, l'urbanisme transitoire se présente comme une solution qui permet de transformer l'occupation temporaire en outil de stabilisation et les lieux vides en lieux de vie. C'est la mission de Caracol, une association qui occupe légalement des logements vacants, grâce à des conventions spécifiques avec les propriétaires, afin d'y créer des colocations entre personnes réfugiées et locales.

## Une forte tension sur le logement en métropole

Première source de dépense des ménages, le logement, pourtant synonyme de sécurité, est un poids qui pèse sur les Français. Dans son rapport intitulé *Pierre par pierre*, bâtir de meilleures politiques du logement paru en juin 2021, l'OCDE indique que le poids du logement dans les dépenses des ménages avait progressé de 20 % entre 2005 et 2015. Associé aux prix hors inflation des logements qui ont progressé de 88 % en vingt ans.



Ces phénomènes paupérisent les ménages et rendent difficile l'équilibre des programmes de logements locatifs sociaux ou intermédiaires. La situation s'est aggravée suite à la politique menée par le Gouvernement depuis 2017 qui fragilise le logement social et réduit les aides personnelles au logement qui sont la principale aide pour les ménages les plus pauvres. Enfin, si le développement du logement social reste essentiel, la difficulté d'y accéder fait ressortir le besoin de logements intermédiaires dans les grandes métropoles.

Pourtant, la France est l'un des pays d'Europe où on construit le plus de logements. 68% de la consommation d'espaces est à destination de l'habitat : le stock de logements augmente chaque année de 350 000 unités, dont 250 000 résidences principales, 50 000 résidences secondaires et de tourisme et 50 000 logements vacants.

**La Direction générale du Trésor avait d'ailleurs, en 2020, montré que le nombre de logements (36 millions) dépassait de nouveaux ménages (29 millions). Cela signifie que près de deux logements sur dix ne sont pas occupés en tant que résidence principale par ménage.**

34 % des résidences secondaires sont détenues par des ménages aisés français, situées plus ou moins loin de la résidence principale du détenteur. Pour inciter les propriétaires à remettre les logements sur le marché immobilier, le gouvernement français a décidé de supprimer la taxe d'habitation pour les résidences principales et de surtaxer les résidences secondaires.

La hausse de logements s'explique également par la décohabitation, qui est la réduction du nombre d'occupants par logement en raison des modes de vie, et la métropolisation qui concentre les populations sur les territoires des grandes villes et en vide certains autres. Cela aboutit donc à produire les logements vides pendant qu'on en construit d'autres ailleurs. L'Observatoire des territoires fait ressortir une « *diagonale du vide* » des logements vacants et les zones où les résidences principales sont en situation de sur-occupation.

Tant de chiffres qui illustrent l'importance d'occuper et faire revivre des lieux vides face à la crise du logement. C'est dans l'objectif de la création d'une fabrique de la ville par et pour ses usagers que l'urbanisme transitoire fait son apparition dans les pratiques d'aménagement à partir de la fin des années 2000. Caracol se positionne dans la défense du droit à la ville, dont l'habitat est une composante primordiale, à l'interface des univers de l'hébergement et du logement accessible.



Rousseau Paris 1er 25 colocataires ont vécu à Paris centre jusqu'à la rentrée 2021 dans un immeuble de 1000 m<sup>2</sup>, propriété de la RIVP - Crédit : Caracol Carlos Alvarez

## **Les lieux vides transformés en lieux de vie**

Depuis 2018, Caracol est le premier acteur associatif en France à développer cette activité et à se poser comme un intermédiaire de confiance entre propriétaires, collectivités et habitants. Bénéficiant d'un agrément de l'État au titre de l'article 29 de la loi Elan pour convertir des bâtiments vacants en logement, sa mission repose sur



le développement d'un processus participatif autour de l'aménagement du bâtiment et de la vie commune en constituant des collectifs autonomes dans la gestion du lieu et dans son ancrage local.

Ce qui se traduit par l'occupation temporaire des lieux vacants afin d'y créer des colocations solidaires multiculturelles entre personnes réfugiées, exilées, étudiants ou habitants locaux. Elles occupent plus de 21 000 m<sup>2</sup> d'espace depuis sa création et sont représentées par 40 pays.

Pauline TERESTCHENKO, ancienne colocataire et maintenant co-présidente de Caracol, explique pour La Relève et La Peste l'avantage économique de l'association : « *Le loyer n'est pas facturé à proprement parler aux locataires, ce sont des redevances entre 75€ et 200€, qui varient en fonction du revenu actuel plutôt que du statut administratif* ».



Un ancien couvent de 3000 m<sup>2</sup> sert de résidence à 8 caracoliens, 60 hébergés et 56 structures jusqu'au printemps 2022. Un projet porté par Plateau Urbain et mené en partenariat avec Aurore. Crédit : Gilles Arbwick / Fondation Paris Habitat

## **Un cercle vertueux entre propriétaires et locataires**

Pour une réalisation rapide et maîtrisée des projets, Caracol réunit un écosystème d'acteurs experts et chaque colocation se crée par la prise en compte des intérêts de tous, propriétaires, futurs résidents, voisins & associations locales.

Côté propriétaire, transformer son bien immobilier vide en colocation apporte une solution face au gouffre financier que représente l'inoccupation de son espace. Ce nouveau mode d'habitat innovant, solidaire et écologique redonne à la fois de la valeur à sa propriété.

*« Il y a parfois des appels à projets pour occuper des bâtiments vides qui sont en attente de travaux, mais aussi des démarches directes des villes, parce que ce ne sont pas seulement des propriétaires privés, mais aussi des gros bailleurs immobiliers »* ajoute Pauline à La Relève et La Peste.

## **Des habitats coopératifs créateurs de partage et d'opportunités**

Parallèlement aux phénomènes urbains, les questions d'accueil et d'intégration des nouveaux·elles arrivant·e·s se posent. En France, les personnes réfugiées ayant reçu le statut de protection internationale, passent sous l'égide du droit commun et ont souvent trois à six mois pour trouver une solution de logement et quitter le centre d'hébergement, ce qui compromet leur insertion à tous niveaux.

Une part importante des lieux vides peut être habitée et représente pour beaucoup de vivre dans un cadre agréable à un prix abordable. Habitante de Paris, Pauline confirme que le poids du loyer est un vrai sujet. Dans ce contexte, *« intégrer une colocation Caracol laisse la porte ouverte pour faire d'autres choses »*.



En plus d'être un accompagnement social pour l'accès aux droits, à l'emploi et au logement, ces colocations permettent l'implication et l'autonomie des habitants dans leurs logements, leur transmettent les bonnes pratiques écoresponsables et favorisent la création d'un réseau.

À travers la construction d'un lieu de vie commun et le partage d'espace quotidien dans un environnement stimulant et créatif, les colocations permettent de créer du lien entre les résidents aux parcours de vie et aux cultures différentes. Le tout avec un bilan carbone au plancher. Puisque par définition, valoriser l'existant plutôt que détruire pour refaire, s'inscrit dans une démarche écoresponsable. Et aussi à l'échelle micro, via les initiatives portées par les habitants qui essaient d'aménager leur logement à moindre coût, notamment avec de la récupération.

Ces lieux de vie peuvent même changer positivement des trajectoires de vie et avoir un impact social important à l'échelle de la société si on le généralise. En plus de favoriser l'insertion, elle se pose également comme un terreau de développement de nouveaux projets professionnels.



Pauline a fait partie de la première colocation « Rousseau » de 25 personnes dans le centre Paris en face du Louvre, qui a créé un point de bascule pour Caracol de par sa médiatisation. Elle nous explique les initiatives qui sont nées dans ce lieu de vie : *« J'ai pu quitter mon travail, monter mon école de danse Swag pendant cette année-là, et organiser les premiers cours dans la colocation »*.

Elle ajoute : *« des profils remarquables sont passés par cette colocation, notamment Mortaza Behboudi, un journaliste franco-afghan qui travaille beaucoup sur les questions de migration »*.

En 2023, il se rend dans son pays d'origine pour faire un reportage, où il finira emprisonné pendant six mois par les talibans. Pauline et d'autres colocataires ont rejoint le comité de soutien pour sa libération, initié par Reporters sans frontières, qui a finalement permis la fin de sa détention.

**Actuellement présentes dans six départements, les colocations Cacacol sont ouvertes pour un an minimum et jusqu'à cinq ans. « Il y a de plus en plus de projets qui s'étendent sur la durée parce que c'est permis par les propriétaires »** finit Pauline. L'objectif de Caracol est aussi de sortir du temporaire pour aller vers du pérenne.



# Caracol : des colocations solidaires entre personnes locales et réfugiés

Publié le : 14/12/2023 - 14:53



Caracol : des colocations solidaires entre personnes locales et réfugiés © France 24

Vidéo par : [Samia METHENI](#) 

Lancée en 2018, l'association Caracol prend en gestion des lieux vacants pour promouvoir des colocations solidaires et interculturelles entre personnes réfugiées et françaises de différents âges, origines et parcours. Ces colocations sont un moyen pour les réfugiés de se reconstruire, de s'intégrer dans la société française et de faire de nouvelles rencontres. Reportage au cœur du 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris, où 29 colocataires ont emménagé.

# Le Monde

SOCIÉTÉ • CRISE DU LOGEMENT

## Face à la crise du logement, l'habitat transitoire gagne du terrain

Installer des logements déplaçables sur des terrains en attente de projet, investir des bâtiments vacants quelques années... L'habitat intercalaire ou transitoire, d'abord dévolu à l'hébergement d'urgence, s'adresse à de nouveaux publics.

Par Claire Ané

Publié le 04 novembre 2023 à 05h45, modifié le 06 novembre 2023 à 18h07

· Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés



Module sans foncier fixe, rue Auguste-Pavie, à Rennes, le 22 mai 2023. RENNES VILLE ET MÉTROPOLE

Quelques mois ont suffi pour installer des T1 et T2 en préfabriqués bardés de bois, avec terrasse et cabanon attenants, au cœur de la métropole rennaise. Des logements bien isolés, équipés et meublés, situés à proximité des transports et des commerces. Dans quelques années, ces modules seront déplacés ailleurs.



Ce dispositif « sans foncier fixe » consiste à créer du logement temporaire sur des terrains appartenant aux communes de la métropole, libres pendant au moins trois ans. *« C'est une nouvelle brique face à la crise du logement, pour les personnes dont la situation ne permet pas de patienter jusqu'à l'obtention d'un logement social – nous avons beau avoir construit 45 % de logements sociaux supplémentaires depuis 2005, la demande progresse bien plus vite »,* explique le vice-président de la métropole, Honoré Puil.

Autre contexte, même solution, ou presque, en Vendée : *« Les employeurs avaient besoin de recruter, mais il y avait un déficit de logements, et aussi de terrains, hormis ceux en attente de projet. On s'est lancés dans le logement temporaire, que le gouvernement proposait de tester »,* raconte Pierre Grange, directeur du développement et du patrimoine du bailleur Podeliha. La commune de Chanverrie (Vendée), près du parc à thème du Puy du Fou, a mis à disposition et viabilisé un terrain de 5 000 mètres carrés, pour sept ans – c'est un peu plus que le temps nécessaire pour monter l'opération d'urbanisation qui prendra la suite. Vingt maisons de trois pièces ont été installées. Elles sont louées pour un an renouvelable, depuis cet été, à des familles modestes arrivant dans la région, par l'intermédiaire de leurs employeurs.

Comme à Rennes, *« il ne s'agit pas de faire du logement au rabais. On n'a pas l'impression d'être dans des modules. Ce sont des logements écologiques, qualitatifs et peu énergivores,* salue le maire de Chanverrie, Jean-François Fruchet (sans étiquette). *Et les nouveaux habitants permettent de conforter la fréquentation de nos écoles, des associations... ».* Podeliha a aussi utilisé son concept de logements déplaçables, appelé Habiflex, à La Baule (Loire-Atlantique), cette fois pour accueillir des travailleurs saisonniers.

## Colocations solidaires

De telles solutions, dites « transitoires » ou « intercalaires », ont longtemps été réservées à l'hébergement d'urgence. La métropole de Lyon a ainsi fait ériger, ces dernières années, une soixantaine de *tiny houses* (micro-maisons) sur des terrains provisoirement disponibles. Elle y assure sa mission de mise à l'abri des mères isolées à la rue avec des jeunes enfants, avec un confort supérieur à l'hôtel, et pour un coût moindre.

C'est dans les années 2010 que des associations ont commencé à investir des bâtiments en attente de reconversion ou de destruction, afin de répondre aux besoins croissants de l'Etat en matière d'hébergement d'urgence, principalement l'hiver et en Ile-de-France. Les projets d'urbanisme transitoire associent souvent centres d'hébergement et locaux d'entreprises, d'artistes ou d'associations, comme ce fut le cas aux Grands-Voisins, de 2015 à 2017, sur le site de l'ex-hôpital Saint-Vincent-de-Paul, à Paris.

Quand il s'est agi d'accueillir les réfugiés ukrainiens, après le déclenchement de l'offensive russe en février 2022, *« l'Etat avait demandé, en Ile-de-France, de faire sans les logements sociaux, dont les listes d'attente sont très longues, se souvient Raphaël Bonet, délégué régional de l'association Soliha. On s'est tournés vers le parc privé – surtout des particuliers –, ainsi que vers l'intercalaire, qui a finalement représenté 70 % des 260 logements mobilisés ».*

L'habitat transitoire dans le bâti existant continue de s'ouvrir à de nouveaux publics. Quand un logement est libre pour au moins trois ans, des associations peuvent y faire de l'intermédiation locative – elles le sous-louent à un ménage en difficulté qu'elles accompagnent vers du logement pérenne. Les lois Molle (2009), Alur (2013) et Elan (2018) ont par ailleurs autorisé, à titre expérimental, un dispositif visant à assurer la protection et la préservation de locaux vacants par l'occupation de résidents temporaires. Ces derniers peuvent vivre sur place moyennant 200 euros maximum par mois, durant deux à dix-huit mois.

L'association Caracol utilise ce dispositif pour proposer des colocations multiculturelles et solidaires en Ile-de-France, à Lyon, Strasbourg et Toulouse. Et s'apprête à monter en puissance grâce à un accord-cadre du 3 octobre, par lequel CDC Habitat Ile-de-France met à disposition ses logements inoccupés. *« Il y a un potentiel important avec la rénovation urbaine : entre le départ des premiers habitants d'un immeuble et sa destruction ou réhabilitation, il faut compter cinq ou six ans »*, indique le fondateur de Caracol, Simon Guibert.

## Révision du dispositif sur les locaux vacants

En ces temps de crise du logement, l'habitat transitoire présente de nombreux avantages : il permet d'utiliser des logements et bureaux vacants, dont le nombre progresse ; il épargne l'achat de terrains, de plus en plus rares et chers, et répond à l'objectif zéro artificialisation nette prévu par la loi Climat et résilience de 2021. Surtout, il fait gagner du temps, même si l'on part d'un terrain nu. *« Grâce au modulaire, une année suffit, tandis qu'il faut au minimum deux ans pour construire »*, fait valoir Pierre Grange, de Podeliha.

Ce bailleur projette la construction d'un petit immeuble modulaire pour les employés d'entreprises de vélos électriques à Machecoul (Loire-Atlantique), dont certains sont logés en caravanes. La jeune société Toits temporaires urbains s'apprête à installer ses premiers T1 et T2 à Stains (Seine-Saint-Denis), *« avec l'ambition d'arriver à 200 nouvelles unités chaque année en France »*, indique Jean-Luc Vidon, directeur de la responsabilité sociale, environnementale et territoriale chez ICF Habitat, qui a codéveloppé le projet. *« Nous voulons encourager d'autres villes à se lancer : un terrain de 100 mètres carrés peut suffire pour mettre un logement temporaire, et il y en a beaucoup »*, soutient Nathalie Demeslay, directrice de l'habitat à la métropole de Rennes. *Cela peut aider dans la crise du logement étudiant. »*

L'habitat intercalaire n'est pas pour autant la solution miracle, puisqu'il faudra reloger ceux qu'il accueille un temps et que les coûts peuvent être importants en matière de mise aux normes des bâtiments existants ou de viabilisation de terrain et de déplacement d'un habitat modulaire. Mais les besoins de logements abordables sont tels que les acteurs veulent avancer. *« Il faut inscrire l'habitat transitoire dans le droit commun, afin qu'il puisse se développer sur des terrains non constructibles, sans permis de construire, et se financer comme du logement social »*, expose Nathalie Demeslay.

Cela passe aussi par la révision du dispositif destiné aux locaux vacants, accaparé par des sociétés privées, qui font appel à des résidents temporaires afin d'assurer du *« gardiennage par l'occupation »*, ont critiqué, en mai, la Fédération des acteurs de la solidarité et la Fondation Abbé Pierre. Malgré leur alerte, ce dispositif a été pérennisé par la loi contre l'occupation illicite des logements, surnommée « loi antisquat », promulguée le 27 juillet. *« Nous appelons le gouvernement à mobiliser ce dispositif à des fins sociales. Nos colocations coûtent jusqu'à dix fois moins cher que de l'hébergement d'urgence en hôtel, avec des conditions bien plus satisfaisantes, en favorisant l'intégration et en accompagnant les personnes vers le logement autonome »*, plaide Simon Guibert, de Caracol. Il est prêt à aider les associations qui voudraient s'y mettre.



## Caracol : une colocation solidaire multiculturelle en plein cœur de Paris

Créée en 2018, l'association Caracol propose des colocations temporaires qui font vivre ensemble jeunes français et étrangers. Un nouveau projet, lancé en août, accueille 29 habitants pour une durée d'un an.



Laure, Gabriel et Carlos, trois colocataires Caracol. Crédit : Théo Nepipvoda.

Carlos, Vénézuélien, est arrivé en France en 2018. Récemment, une rupture amoureuse l'a poussé à chercher un nouveau logement. Qui plus est à Paris puisqu'il vient de débiter un CAP dans une boulangerie solidaire de la capitale.

Pour lui, le nouveau projet de l'association Caracol est tombé à point nommé. « J'avais besoin d'un logement stable pour suivre mes études tranquillement car ce n'est pas évident de faire des études, un stage, et de ne pas avoir un lieu pour vivre », considère le jeune homme. Il a emménagé début septembre dans la colocation Caracol qui réunit 29 jeunes, Français et étrangers, en plein cœur du 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

### 22 COLOCATIONS OUVERTES SUR LE TERRITOIRE

Créée en 2018, l'association propose des colocations interculturelles entre jeunes français et étrangers. Pour l'instant, 22 ont été ouvertes sur l'ensemble du territoire. **Il s'agit d'occupations temporaires, d'une durée d'un minimum d'un an**, de logements mis à disposition par des propriétaires.

Pour ce nouveau projet, le bailleur social Paris Habitat a proposé à l'association d'occuper les lieux un an avant qu'ils soient complètement rénovés. Les premiers habitants sont arrivés mi-août. Colocation de 29 personnes ? Presque... **Il s'agit plutôt de neuf appartements répartis dans différents immeubles voisins** accueillant également des logements sociaux. Chaque appartement accueille entre deux et cinq personnes.

**Les colocations solidaires, une réponse durable au mal-logement des plus précaires ?**

## « ON SE SOUTIENT ÉNORMÉMENT »

Parmi les 29 occupants, **14 sont étudiants au campus Mode Métiers d'Art et Design**, partenaire du projet. Le thème de la colocation est d'ailleurs l'art : « On a demandé aux candidats s'ils avaient une appétence pour la musique ou tout ce qui tourne autour de l'art », précise Zoé Royer, chargée de communication pour l'association.

« Quand j'ai entendu parlé du projet, je me suis dit que ça correspondait à mon esprit, que j'avais ma place là dans ce projet d'habitat solidaire », se souvient Carlos qui apprécie l'émulation artistique, mais surtout l'aspect multiculturel et solidaire du projet. Aujourd'hui, il occupe un logement avec deux Français, Jules et Jess : « On se soutient énormément. Pendant le déménagement par exemple, on s'est beaucoup aidé », se réjouit Carlos.

## UN CHANTIER PARTICIPATIF EN NOVEMBRE

De la solidarité au sein des appartements, mais également entre les différentes colocations. Une crémaillère organisée dans un bar leur a permis à tous de faire connaissance. **Autre événement phare en novembre : un chantier participatif.** Il réunira tous les habitants et permettra de réaliser les travaux nécessaires dans chaque appartement : « on va recenser les besoins auprès de chaque colocataire. On trouve le matériel en amont. Ainsi, le jour J, il n'y a plus qu'à se lancer dans les travaux », explique Zoé Royer.

Laure, 27 ans, qui travaille dans la communication, a immédiatement été conquise par le volet solidaire du projet. La Franco-Vénézuélienne partage un appartement avec une seule colocataire. En revanche, elle connaît déjà une grande partie des autres habitants. Il y a quelques semaines, elle a mis la main à la pâte en tentant d'aider un autre appartement à installer un verrou sur la porte : « J'ai essayé avec ma perceuse, mais la mèche s'est cassée en deux. J'aime bricoler, mais il y a à aimer et savoir faire », s'amuse la jeune femme.

Arrivée cette année à Paris après des études à Lyon, **Laure a eu peur de ne pas trouver de logement sur un marché saturé** : « Caracol permet d'avoir un logement accessible et cela sans garant. Ce n'est pas envisageable d'habiter à Paris si tu n'as pas de garants, car même avec, c'est déjà compliqué », explique-t-elle.

## QUATRE CANDIDATURES POUR UNE PLACE

Même sentiment chez Carlos. Il pointe un autre avantage du projet. Il s'agit du prix, aux alentours de 350 euros par mois : « Quand on a des revenus modestes comme moi, c'est très compliqué de trouver un logement à Paris. Sans Caracol, en tant que smicard travaillant dans une boulangerie, j'aurais dû vivre en banlieue lointaine et faire deux heures de trajet pour bosser. »

Ces conditions ont permis d'attirer au moins quatre candidatures pour une place disponible. L'association a mis en place un processus de recrutement en plusieurs phases : **un dépôt de candidature puis un entretien individuel avec un membre de l'association.**

## QUE DEVIENNENT LES OCCUPANTS APRÈS UN AN ?

Gabriel, un autre colocataire, vient de finir ses études en cinéma. Il n'a pas peur de qualifier le tarif proposé par Caracol d'incroyable. Le Nantais d'origine estime que « cela a été une façon simple et avantageuse de trouver un appart à Paris. La localisation est incroyable, à côté du canal de l'Ourcq, pas loin du métro ». Pendant un an, il va filmer la vie de tous les colocataires dans le but d'en faire un documentaire.

En août 2024, après un an d'occupation, les locataires Caracol seront dans l'obligation de trouver un autre lieu de vie : « Je ne vais pas vous mentir, je m'inquiète », tempère Carlos. « Le marché est déjà saturé. **Les Jeux olympiques représentent une pression supplémentaire sur le marché de l'habitation**, ce qui va davantage précariser les personnes qui le sont déjà ». Ils pourront bénéficier de l'accompagnement proposé par Caracol pour aider les habitants à trouver une solution pérenne de relogement : « Notre but est que tout le monde trouve quelque chose à la suite de la colocation », explique Zoé Royer.



## Des projets d'habitat intercalaire à Villiers-le-Bel

16 octobre 2023 | ⌚ 3 min



Signature du partenariat entre la société Caracol et la direction interrégionale Île-de-France lors du congrès HLM à Nantes le mardi 3 octobre 2023

**CDC Habitat a signé un partenariat avec l'association Caracol en vue de la mise en place d'un projet de de colocation solidaire à Villiers-le-Bel (95).**

C'est un chiffre qui ne cesse d'interpeller : en 2021, on estimait à **plus de 3 millions le nombre de logements vacants en France**. Logements en attente de rénovation ou de reconversion, locaux d'entreprise ayant cessé leur activité, immobilier au cœur de batailles administratives ou juridiques : autant de situations différentes mais qui se traduisent par une tension croissante sur le marché de l'immobilier, surtout dans les métropoles où le nombre de demandeurs explose.

Dans ce contexte, l'idée de trouver une utilisation temporaire à ces sites est rapidement apparue comme une nécessité, et des discussions se sont entamées entre collectivités, bailleurs et acteurs associatifs autour de concepts innovants, portés notamment par **de jeunes structures comme l'association Caracol créée en 2018**. « Notre association est

*née d'un double constat », explique Julien Peyrache, co-fondateur de l'association. « D'un côté, il y a cet immense patrimoine non-utilisé, et de l'autre des publics de plus en plus nombreux qui n'arrivent pas à se loger en métropole – des jeunes, des personnes avec des statuts précaires comme des auto-entrepreneurs, des gens sans garants, mais aussi de nombreuses personnes réfugiées bénéficiant de la protection internationale, qui sortent des dispositifs d'hébergement et se retrouvent à la rue une fois le statut de réfugié obtenu. Nous avons donc imaginé un concept de colocation d'un nouveau genre, à la fois multiculturel, mixte et solidaire, en créant une offre de logement temporaire à partir d'espaces qui seraient autrement restés vides. Nous proposons également un accompagnement social à nos colocataires qui le souhaitent, afin que la colocation temporaire soit un tremplin vers le logement pérenne ».*

## Des colocations multiculturelles et solidaires

Caracol est la première association de France à avoir été agréée pour faire du « logement intercalaire » dans le cadre de l'article 29 de la loi ÉLAN. Ce concept d'habitat intercalaire vise à **organiser la mise à disposition temporaire et à des fins sociales** de locaux ou logements provisoirement inoccupés, pour des périodes de courte et moyenne durée. L'association s'est engagée à accueillir 50% de personnes vulnérables et défend un modèle de colocation solidaire mixte, avec une moitié des places réservées à l'accueil de réfugiés bénéficiant de la protection internationale et l'autre moitié de personnes locales – pour une redevance maximale de 200 euros. De premiers projets ont vu le jour avec succès dans différentes métropoles, [notamment à Strasbourg \(67\) avec CDC Habitat](#), et c'est désormais en Île-de-France que le concept va être déployé – un accord-cadre officialisant le partenariat a d'ailleurs été signé lors du Congrès HLM à Nantes le 3 octobre 2023. Caracol se place ainsi comme un acteur de référence de l'habitat intercalaire dans le cadre d'opérations de renouvellement urbain.



« En tant que bailleurs, nous devons gérer la vacance d'une partie de notre patrimoine en attente de rénovation, pour lequel les projets ne sont pas encore prêts ou avec de nombreuses démarches à lancer avant de pouvoir démarrer les travaux », explique **Isabelle Henry-Ferran, directrice missions et de projets transverses CDC Habitat Social**, en direction interrégionale d'Île-de-France. « *L'occupation temporaire est particulièrement intéressante car elle permet d'éviter que le patrimoine se dégrade tout en offrant une solution temporaire de logement à différents publics. Et parmi ces offres, celle de Caracol se démarque par son volet social particulièrement poussé, permettant d'accueillir des publics vulnérables, de créer du lien social et de permettre à ces résidents de trouver un travail puis d'accéder à terme à un logement pérenne ».*



## Deux premières expérimentations en Île-de-France



La première colocation francilienne montée en partenariat avec CDC Habitat ouvrira ses portes dans les prochains mois à Villiers-le-Bel. 11 logements seront mis à disposition de Caracol. Des chantiers participatifs seront menés en amont afin de permettre aux futurs résidents de se rencontrer et remettre en état les logements par de petits travaux de rafraîchissement, et chaque site aura son projet social, adapté au profil des

publics et porté par les équipes de l'association, en lien avec un écosystème partenarial de proximité que Caracol a su fédérer au fil des années.

*« La force de notre concept est de toucher des personnes aux profils très différents et de permettre de les accompagner dans la durée, dans leur insertion sociale comme professionnelle », reprend Julien Peyrache. « En moyenne, nous avons près de 95% de relogement à la sortie de la colocation, ce qui prouve que nous jouons pleinement le rôle de tremplin que nous nous sommes fixés. Et nous avons récemment obtenu l'agrément pour faire de l'intermédiation locative, ce qui va nous permettre de partir sur des projets de plus longue durée et de bénéficier de subventions complémentaires pour financer l'accompagnement social et la gestion locative adaptée que nous proposons ».*

*« Même s'il s'agit évidemment de logements temporaires, nous sommes persuadés que des durées plus longues sont plus efficaces, et elles conviennent la plupart du temps mieux à nos besoins », conclut Isabelle Henry-Ferran. « Le fait de pouvoir nous appuyer sur un acteur agréé pour l'intermédiation locative est évidemment un plus, et nous allons pouvoir faire évoluer ces deux premiers projets au fil du temps, en confiant à Caracol de nouveaux logements au fur et à mesure des opérations de démolition à Villiers-le-Bel notamment ».*

# CDC Habitat Île-de-France renforce ses engagements pour un habitat durable et accessible à tous

5 octobre 2023 | ⌚ 4 min

**A l'occasion du 83e Congrès Hlm, CDC Habitat Île-de-France a signé six conventions de partenariats afin de renforcer ses actions en faveur de l'accompagnement des locataires, de l'innovation sociale et de l'habitat durable.**



## **Avec l'Association pour le Logement des Jeunes Travailleurs (ALJT).**

Une première convention a été signée afin de faciliter l'accès du patrimoine francilien du Groupe aux jeunes actifs, jeunes parents isolés et étudiants accompagnés par l'association. CDC Habitat Île-de-France s'engage à partager des annonces de location de logements sociaux avec l'ALJT, destinées à être publiées sur sa plateforme Pass' Logement® pour les jeunes actifs, jeunes parents isolés et étudiants, favorisant ainsi leur accès au logement en Île-de-France. Ce partenariat a déjà commencé avec succès lors d'une première phase de test.

Une seconde convention a été signée avec l'ALJT pour renforcer la coopération et ainsi répondre aux enjeux économiques, environnementaux et sociaux liés à la crise de l'énergie. L'objectif étant d'améliorer la performance énergétique des bâtiments, de décarboner les modes de chauffage, de maîtriser les consommations de fluides et de poursuivre un plan de développement ambitieux sur au moins 10 ans.

Une seconde convention a été signée avec l'ALJT pour renforcer la coopération et ainsi répondre aux enjeux économiques, environnementaux et sociaux liés à la crise de l'énergie. L'objectif étant d'améliorer la performance énergétique des bâtiments, de décarboner les modes de chauffage, de maîtriser les consommations de fluides et de poursuivre un plan de développement ambitieux sur au moins 10 ans.





**Avec MyJugaad**, entreprise sociale qui accompagne les personnes en situation de handicap, les seniors et les publics fragiles dans le cadre de déménagements et du désencombrement des logements, pour mieux informer les locataires du parc francilien de CDC Habitat sur les services proposés par MyJugaad. Grâce à son réseau d'accompagnateurs, MyJugaad réalise des services d'accompagnement en amont et en aval du déménagement tels que l'aide au tri, à la mise en carton, au désencombrement, au débarras, etc.



**Avec CARACOL** pour mettre à disposition des logements du parc de CDC Habitat Ile-de-France provisoirement inoccupés, à des fins sociales, pour y loger en colocation des publics vulnérables. Ce partenariat d'innovation sociale, permet également de gérer la vacance du patrimoine tout en offrant une solution de logement temporaire avec un projet social.



**Avec l'association Vivre&Habiter** en vue de permettre l'attribution de logements du Groupe à des salariés d'entreprises adhérentes à Vivre & Habiter. Dans le cadre de ce partenariat, qui vise à promouvoir l'utilité sociale et la cohésion territoriale, CDC Habitat Ile-de-France mettra à disposition de Vivre&Habiter une gamme variée de logements. Cette collaboration contribue à soutenir les publics

vulnérables et à favoriser le développement durable, l'éducation citoyenne, et la solidarité internationale.



**Avec GRDF** afin de coopérer et de mettre en place des actions en faveur de la transition écologique, énergétique et solidaire ainsi qu'au profit de la sécurité des installations gaz sur le patrimoine francilien de CDC Habitat, dans le cadre de sa politique d'aménagement, de construction et de rénovation.

*« Signer ces conventions est un moyen essentiel de renforcer nos liens avec nos partenaires, de nous unir autour de nos objectifs communs. Grâce à ces collaborations, nous pouvons mieux accompagner l'ensemble des publics que nous logeons, en mettant en commun nos ressources et notre expertise. De plus, cela nous permet d'intensifier nos actions sur le terrain, de véritablement servir nos clients et de contribuer au développement des territoires. »*


Eric Dubertrand, directeur interrégional de CDC Habitat Île-de-France.


# Saga INITIATIVES – Caracol – Episode 8


**« Transformer les lieux vides en lieux de vie »  
c'est le projet porté par l'association Caracol.**




Focus sur cette activité, par la voix de son enthousiaste Fondateur Simon Guibert, dans ce nouvel épisode de notre saga Initiatives.

 Nous avons retrouvé Simon Guibert dans un lieu qui illustre parfaitement la mission de Caracol, directement au cœur de la 1ère colocation lyonnaise créée en 2022, un ancien hôtel de 1154 m<sup>2</sup>, qui accueille aujourd'hui 26 colocataires, locaux et réfugiés.

 Simon explique que Caracol s'adresse à des personnes qui ont envie de vivre dans un cadre collectif et participatif, au sein de colocations interculturelles, solidaires, ouvertes à des personnes qui ont un statut de réfugié ou à des personnes françaises. Et grâce à l'agrément de l'Etat, l'association peut occuper des lieux vides, pour les transformer en logements, de manière temporaire.

 La dernière question plus personnelle, posée par un autre membre de la famille Evolem Guillaume Poignon, interroge Simon quant au plus bel enseignement de son parcours entrepreneurial. Avec beaucoup d'humilité Simon nous partage qu'il faut savoir lâcher prise au bénéfice du projet.

 Notre family office soutient Caracol depuis 2022 via le fonds de dotation Evolem Citoyen piloté par Julie Viloing au sein de notre direction de l'engagement sous la houlette de Ségolène de Montgolfier, aux côtés de L'Entreprise des Possibles et du propriétaire 6e Sens Immobilier.

 A travers cette saga vidéo nous souhaitons mettre en lumière les projets soutenus et les participations accompagnées par Evolem ou par nos fonds de dotation, et ce, sans frontière entre PME/ETI, startup ou associations.







## Favoriser les initiatives de colocation

Promesse en partie appliquée

Métropole · Logement

**Promesse de Bruno Bernard et Grégory Doucet**

Liste majoritaire à la métropole de Lyon

Europe Écologie Les Verts (EELV)

Source : [Maintenant, l'écologie pour Lyon](#)

A lire aussi :

[Comment fonctionne la métropole de Lyon ?](#)

## L'analyse de Mediacités

Mis à jour le 28/06/2023

Partager



La Métropole a subventionné plusieurs initiatives de colocation solidaires, comme par exemple, **en décembre 2021** et **en septembre 2022**, l'association Caracol à hauteur de 35 000 euros. Cette association crée, dans des lieux vacants, des colocations solidaires et multiculturelles pour accueillir des personnes réfugiées, présentes dans le Grand Lyon, « d'âges, d'origines et de parcours différents ».

Le Grand Lyon a également subventionné, **en juillet 2022**, un projet de « Koloc' solidaires », initié par l'association Afev, à hauteur de 33000 euros. Il s'agit de « de colocations de logements sociaux pour des étudiants s'engageant dans des actions de solidarité locales (lutte contre l'illettrisme, aide aux devoirs et lutte contre le décrochage scolaire, volontariat en service civique, etc.) ».

# A LYON, CETTE PROPRIÉTAIRE A ÉTÉ CONDAMNÉE À VERSER DES DOMMAGES ET INTÉRÊTS À DES SQUATTEURS

Diane Lacaze Le 15/03/2023 à 11:05 | MAJ à 18:55



**Les squatteurs ont causé pour 500.000 euros de dommages, mais la propriétaire ayant récupéré les lieux avant le délai imparti, elle a dû payer des dommages et intérêts.**

Un propriétaire ne doit jamais se faire justice soi-même, même lorsque la situation lui paraît largement légitime. C'est la morale que retiendra cette propriétaire du 9ème arrondissement de Lyon. En juillet 2021, deux squatteurs ont pris possession d'un immeuble et ont fait vivre l'enfer aux voisins, relate [Le Figaro](#). Ils se retrouvent à une vingtaine, souscrivent un contrat d'électricité et reçoivent leur courrier. Anne Gagneux, gérante de la SNC "La Belle et le Clochard", raconte à [LyonActu](#): "Ces squatteurs exercent activité commerciale: garagiste, serrurier, prostitution, drogue... Ils m'ont entièrement saccagé l'immeuble. Je me retrouve avec un immeuble dans un état catastrophique. J'en ai pour plus de 500.000 euros. C'est tout tagué, tout pourri".

Les squatteurs installent également, sans autorisation évidemment, une piscine sur le toit et organisent des fêtes d'une quarantaine de personnes... en tenues d'Eve et d'Adam. Au grand dam des voisins.

## "Violation de domicile"

La propriétaire porte plainte et lance une procédure d'expulsion. Les squatteurs, qui auront occupé de façon illégale les locaux pendant 18 mois au final, obtiennent le droit de rester jusqu'à la fin de la trêve hivernale le 31 mars. Mais le 23 janvier, profitant d'une brouille entre squatteurs et donc de leur absence dans l'immeuble, la propriétaire change les serrures. Deux squatteurs, un serrurier et une professeure des écoles invoquent une "violation de domicile" et saisissent la justice.

Et la justice donne raison à ces squatteurs. Le juge a estimé que la reprise des lieux était irrégulière, que les propriétaires n'avaient pas le droit de forcer un tiers à quitter les lieux sans le concours de l'Etat. "Le fait de forcer un tiers à quitter le lieu qu'il habite sans avoir obtenu le concours de l'Etat (...) à l'aide de manœuvres, menaces, voies de fait ou contraintes, est puni de trois ans d'emprisonnement et de 30.000 € d'amende", prévoit en effet **l'article 226-4-2 du Code pénal**. Les squatteurs ont ainsi obtenu chacun 2000 euros de dommages et intérêts et 1000 euros au titre de frais de justice.

En revanche, les juges ne leur ont pas donné gain de cause sur leur demande de réintégrer "leur" domicile.

"La société propriétaire détenue en partie par 6e Sens immobilier prend acte de la décision de justice rendue le 14 mars dernier portant sur le squat de la rue des Tuileries (Lyon 9e)", a précisé mercredi soir dans un communiqué la propriétaire de l'immeuble squatté. Celle-ci "n'entend pas interjeter appel de la décision".

"Il est important de souligner que lorsque leurs bâtiments sont vacants le temps de mettre en place leurs projets, 6e Sens immobilier et l'ensemble des sociétés du groupe, travaillent systématiquement en partenariat avec des associations qui agissent contre le mal logement. Actuellement, c'est le cas à Lyon 8e, Lyon 9e et Décines. Un projet exemplaire d'espace de colocation solidaire - l'Hôtel Moderne (Lyon 2e) - a été mis en place par le fonds de dotation de l'entreprise. Nos partenaires sont l'Entreprise des Possibles, Habitat et Humanisme, Caracol mais aussi des collectifs d'artistes", tient par ailleurs à préciser la propriétaire.



## Hôtel Moderne : une colocation solidaire à Lyon

Publié le 4 novembre 2022 00:53

Par Gérald Bouchon

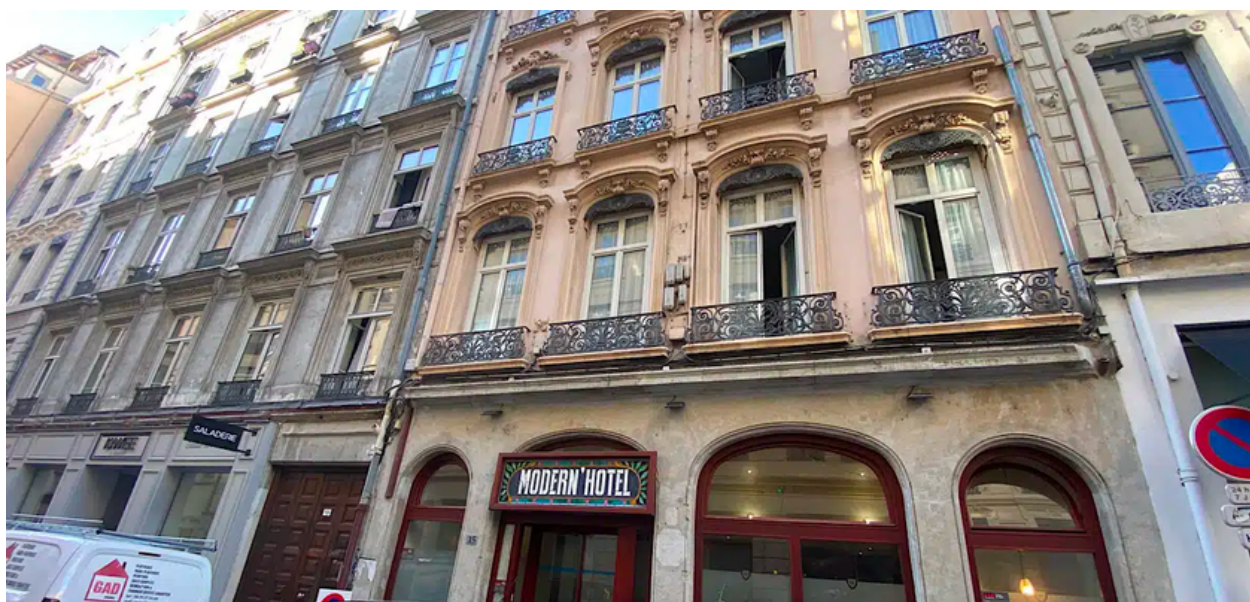


**C'est un hôtel vétuste situé aux Cordeliers dans la discrète petite rue Dubois. Cet établissement un brin désuet a retrouvé une activité en accueillant 26 résidents d'origines et de cultures différentes.**

L'Hôtel Moderne devient la toute première colocation solidaire et multiculturelle de Lyon. Acteurs privés et publics travaillent main dans la main pour faire aboutir ce projet.

### Une colocation solidaire et multiculturelle

26 colocataires : étudiants, salariés, réfugiés, personnes en recherche d'emploi... habitent dans cet ancien hôtel, pour un loyer moyen de 320 €.



Autre profil, celui d'Adam, issu de l'immigration. Le jeune homme travaille au quotidien pour Singa Lyon, association française spécialisée dans l'intégration des personnes réfugiées et migrantes.



## Hôtel Moderne : un occupation transitoire pour 6 ans

Le promoteur contacte le CCAS et décide d'une mise à disposition transitoire, le temps de mettre sur pied un projet plus pérenne dans ce quartier central de Lyon. La Ville de Lyon et la Métropole sont associés au projet.



Habitat et Humanisme installe, pour sa part, un tout nouvel organisme de formation pour accompagner les colataires.

Pour Matthieu de Chalus, Directeur Général d'Habitat et Humanisme Rhône : « On leur propose un accompagnement individualisé pour leur permettre de trouver un logement pérenne en 12 à 18 mois. On peut être réfugié et être en situation de difficultés, mais on peut aussi être autochtones et en difficultés. La conjugaison des talents est primordiale ».

Les 26 habitants du lieu se sont rencontrés une dizaine de fois pour élaborer des règles communes et apprendre à se connaître.





La **colocation solidaire** lyonnaise est la quinzième gérée par l'association **Caracol** en France. Le projet a été soutenu aussi par l'Entreprise des Possibles, dont l'objectif est de mobiliser des ressources humaines, financières et immobilières pour amplifier l'action des associations sur le terrain.

Nous avons rencontré Simon Guibert, coordinateur national de l'association **Caracol**.

Cette colocation au coeur de l'ancien **Hôtel Moderne** va durer 6 ans.



Pour en savoir plus : [CARACOL](#)

Ecoutez aussi : [La Grainerie : un projet pour le Chalet du Parc](#)





Mathilda RUIZ-YESTE , le mardi 18 octobre 2022



© Tout Lyon / Mathilda Ruiz-Yeste - Acteurs et actrices privés et publics du projet de colocation solidaire et multiculturelle

Rue Dubois au cœur de **Lyon**, se dresse un grand bâtiment dont les fenêtres avec moulures se mêlent à l'architecture haussmannienne de la Presqu'île. Des inscriptions au style mosaïque art-deco indiquent *Modern' Hotel*. Une indication presque trompeuse car ce lieu est un hébergement bien particulier.

Porté par l'entreprise [Geme sens](#), les associations **Habitat Humanisme** et **Caracol**, la municipalité et la **métropole de Lyon**, le projet de l'*Hôtel moderne* est une **colocation multiculturelle** et engagée pour l'**insertion professionnelle**.

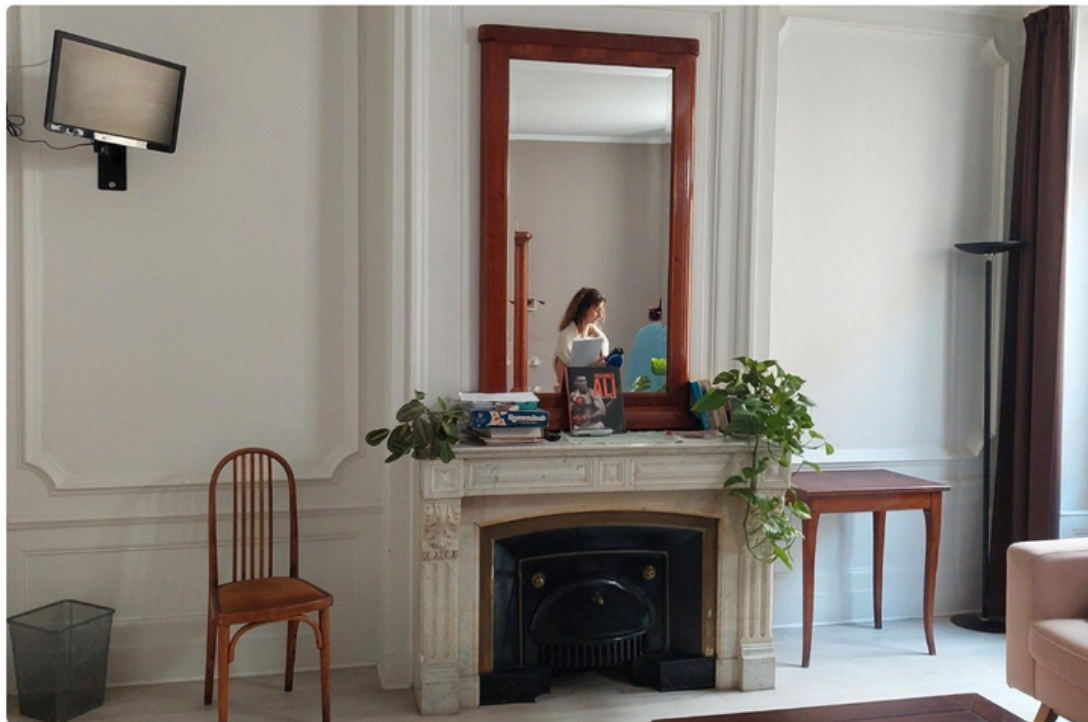
## L'insertion professionnelle au cœur du projet de l'Hôtel Moderne

*"De toute les colocations Caracol, c'est ma préférée"*, déclare Simon Guibert, secrétaire général de l'**association Caracol** lors de l'inauguration.

Emu, le secrétaire présente d'un grand sourire, la quatrième colocation animée par l'association. Le bâtiment accueille **vingt-six chambres** individuelles avec salles de bains, puis des parties communes où l'entraide et le partage sont les mots d'ordre.

## Un espace de co-working au coeur de Lyon

Le lieu dispose également d'un **espace de co-working** et d'une salle où des **ateliers d'insertion professionnelle** et de français sont organisés. *"La force de ce projet est réellement l'accompagnement et l'insertion par l'emploi. C'est un exemple de mixité sociale dans un quartier aisé de Lyon"*, déclare Salwa Philibert, sous-préfète du Rhône en charge des politiques de la ville.



© Mathilda Ruiz - Le Tout Lyon - Salle commune colocation Hotel moderne Lyon

## Un lieu refuge pour aider les personnes en situations de précarité

L'entreprise **6<sup>ème</sup> Sensa** financé l'achat du bâtiment et les travaux de mise aux normes de l'**ancien Hôtel moderne**. Le promoteur immobilier a ensuite fait appel à la métropole et la ville de Lyon qui lui ont proposé divers projets associatifs.

Ce sont les colocations solidaires dans d'ancien bâtiments, imaginées par l'association Caracol, qui ont particulièrement retenu l'attention des ces acteurs privés et publics.

*"On a acheté le bâtiment via notre fond de dotation, nous voulions en faire un lieu pour les personnes dans le besoin. Nous nous sommes alors adressés au CCAC de Lyon (Centre Communal d'action sociale, ndlr). Nous ne voulions pas seulement proposer un toit, mais un réel accompagnement"*, raconte Nicolas Gagneux, président de 6<sup>ème</sup> sens.



## A l'Hôtel Moderne, des réfugiés, des étudiants...

Ainsi, les **loyers** varient entre **75 et 200 euros** et sont adaptés aux ressources de chaque colocataire. Diverses nationalités vivent aujourd'hui dans *l'Hotel Moderne*.

Ses habitants sont réfugiés, étudiants, en situation de réinsertion professionnelle ou encore bénévoles de Caracol. *"Trouver chaleur, repos et sérénité sur des bases sûres et dans un lieu refuge pour mieux se réaliser, c'est fondamental"*, a exprimé Grégory Doucet, maire de Lyon, lors de l'inauguration.

Dans une ville dont les logements se font rares et où les loyers s'envolent, ce projet est un petit ruisseau qui fera peut-être de grandes rivières.



© Mathilda Ruiz - Le Tout Lyon - Escalier Hotel moderne



La première colocation solidaire de Lyon a été inaugurée ce lundi rue Dubois. © Nathan Chaize

## À Lyon, la première colocation solidaire a été inaugurée

📅 17 OCTOBRE 2022 À 15:21 - MIS À JOUR LE 18 OCTOBRE 2022 À 11:40 👤 PAR NATHAN CHAIZE 💬 9 Commentaires

**La toute première colocation solidaire et multiculturelle de Lyon a été inaugurée ce lundi 17 octobre dans l'ancien "Hôtel moderne".**

*"Je suis très contente d'être là, on m'a donné ma chance".* Hanane est une réfugiée syrienne, cuisinière de formation. Grand sourire et reconnaissante, elle prend la parole devant, entre autres, Bruno Bernard, président de la Métropole, Grégory Doucet, maire de Lyon et Pierre Oliver, maire du 2e arrondissement.

***"Acteurs privés et publics ont travaillé main dans la main"***

Ils étaient réunis dans l'ancien "Hôtel moderne", à quelques pas de la place des Terreaux, pour inaugurer la première colocation solidaire et multiculturelle de Lyon. Tous se sont félicités de la réussite de ce projet pour lequel *"acteurs privés et publics ont travaillé main dans la main"*. 26 colocataires : étudiants, salariés, réfugiés, personnes en recherche d'emploi, habitent depuis le 12 juillet dans cet ancien hôtel, pour un loyer médian de 320 €.





Hanane est l'une des 26 habitantes de l'Hôtel moderne. Elle est cuisinière, réfugiée syrienne. © Nathan Chaize

*"Avec cette colocation, nous répondons à deux besoins : se loger, et être accompagné dans son parcours professionnel",* détaille Simon Guibert, coordinateur national de l'association Caracol qui porte l'initiative en partenariat avec Habitat et Humanisme. *"L'objectif est aussi de permettre à ces personnes de trouver un logement, une fois la colocation achevée",* ajoute-t-il.

### **Une mise à disposition transitoire**

Après les prises de paroles de tous les acteurs et soutiens du projet, Faïçal fait visiter les lieux. À 41 ans, il est auto-entrepreneur, arrivé d'Algérie il y a maintenant deux ans.

*"Nous avons déjà organisé une fête tous ensemble, on pense à faire une bibliothèque, on a une bonne dynamique de groupe",* explique-t-il à Grégory Doucet.



Faïçal est arrivé d'Algérie il y a deux ans. Il est auto-entrepreneur et habite dans la colocation solidaire depuis juillet 2022. © Nathan Chaize



C'est en janvier 2021 que la transformation de l'hôtel a démarré, lorsque le promoteur, 6ème Sens Immobilier, rachète ce bâtiment d'une surface de 730 m<sup>2</sup> répartis sur cinq étages. *"Nous avons directement travaillé avec le CCAS (Centre communal d'action sociale, Ndlr) pour lancer le projet"*, raconte Nicolas Gagneux, président de 6ème Sens Immobilier. Ce projet, c'est celui d'une mise à disposition transitoire (6 ans) de l'hôtel, au profit d'un acte dont l'objectif affirmé est *"la cohésion sociale"*.

### ***"L'aspect interculturel de la colocation est un vrai défi"***

L'association Habitat et humanisme bénéficie quant à elle du lieu et y installe son tout nouvel organisme de formation. *"Nous accompagnerons les colocataires pour leur permettre d'apprendre le français et de prendre des repères dans notre société"*, explique Matthieu de Châlus, directeur général d'Habitat et humanisme Rhône.

Au total, les 26 habitants du lieu se sont rencontrés une dizaine de fois pour élaborer des règles communes et apprendre à se connaître. La colocation solidaire lyonnaise est la quinzième gérée par l'association Caracol en France, *"ma préférée"* confesse Simon Guibert.

---

***"Nous accompagnerons les colocataires pour leur permettre d'apprendre le français et de prendre des repères dans notre société"***, Matthieu de Châlus, directeur général d'Habitat et humanisme Rhône.

---

Natalie, habitante de l'Hôtel moderne le reconnaît, *"au début ça n'est pas forcément évident de trouver des points communs avec des gens que l'on ne connaît pas, l'aspect interculturel de la colocation est un vrai défi"*. *"Vous avez l'ouverture d'esprit, cette expérience ne pourra vous apporter que des bonnes choses"*, prédit le maire.



SOLIDARITÉ - PUBLIÉ LE 17 OCTOBRE 2022

## Une première colocation solidaire et multiculturelle à Lyon



Dans le cadre de son fonds de dotation en faveur de la lutte contre le mal-logement, **6e Sens Immobilier** a mis à disposition du **Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Lyon** un ancien hôtel situé 15 rue Dubois (Lyon 2e). Lyon accueille ainsi un projet inédit de colocation multiculturelle et solidaire porté par **l'association Caracol**, en partenariat avec **Habitat et Humanisme Rhône** et le soutien de la **Métropole de Lyon**. Ce lieu réunira dans un même cadre de vie des personnes d'âges, d'origines et de parcours différents et en y adossant une activité de formation pour l'insertion professionnelle.

### Un projet de logement solidaire devenu concret

Face au double constat d'un nombre important de **personnes réfugiées sans solution de logement** à l'issue de l'obtention de leur statut, et face à la pénurie de logements sociaux au sein de la métropole, la Ville de Lyon s'est tournée vers les associations Caracol et Habitat et Humanisme Rhône pour co-construire un projet de **colocation solidaire et multiculturelle, couplé à un outil de formation professionnelle**.

Le bien immobilier est **l'Hôtel Moderne (Lyon 2e), constitué de 26 chambres, d'une salle commune, d'un salon collectif, d'une cuisine et d'un espace aménagé pour héberger un centre de formation**. Il est mis à disposition par 6e Sens Immobilier au CCAS de la Ville de Lyon pour une durée exceptionnelle de 6 ans, contre 12 à 18 mois habituellement pour ce type de projet. D'importants travaux ont été nécessaires pour permettre cette colocation. **Des ateliers participatifs** seront proposés aux habitants pour les travaux de finition (mobiliers, décoration...). Les travaux de l'espace de formation d'Habitat et Humanisme Rhône arriveront à terme début 2023.



Pour favoriser l'intégration de personnes ayant des difficultés à accéder à un logement pérenne, l'association Caracol s'appuie sur les dispositions de la **loi ELAN**, qui encadre le logement "intercalaire" et permet de sécuriser la mise à disposition d'un bien vacant au profit de projets tels que celui porté par Caracol.

**La colocation fournit un accompagnement social aux habitants bénéficiant d'une protection internationale : accompagnement vers l'emploi et le logement pérenne, accès aux droits, apprentissage du français.** Au-delà du logement, l'habitat "intercalaire" représente l'opportunité d'impliquer et d'autonomiser les habitants par des **méthodes d'animation et de gestion** qui favorisent la participation de toutes et tous, indépendamment du niveau de langue et d'expérience de la colocation.

**Ce type de lieu favorise la création d'un réseau qui fait souvent défaut aux nouveaux arrivants.** C'est par la cohabitation et des échanges réciproques avec des personnes locales qu'il est possible d'intégrer les codes de la société d'accueil, d'améliorer son français, de prendre un temps de répit à l'issue d'un parcours d'asile souvent long, parfois complexe. La stabilité résidentielle et les espaces communs des lieux permettent de déployer des projets personnels et professionnels.

## **Les habitants colocataires**

Première étape du "parcours habitant", des **sessions de rencontre ont été organisées entre candidats à la colocation pour constituer naturellement un groupe de colocataires.** Alors qu'habituellement, 3 à 4 sessions sont organisées, pour la 1ère fois, grâce au temps de préparation de ce projet, 12 sessions ont été organisées.

**A l'issue, 25 personnes (16 hommes et 9 femmes), dont 12 personnes réfugiées,** ont intégré la colocation le 12 juillet 2022. Agés entre 21 et 47 ans, les habitants suivent des études, travaillent ou sont en recherche d'emploi. Le loyer des chambres est compris entre 250 et 320 euros par mois, ramené environ à 75 euros, déduction faite des aides au logement.



## Toulouse : dans l'attente de sa rénovation, cet imposant bâtiment se transforme en refuge solidaire

La première résidence temporaire interculturelle, inclusive et solidaire a ouvert ses portes dans le secteur de Jolimont à Toulouse. 63 personnes y sont accueillies.



63 personnes sont actuellement hébergées au sein de cette résidence étudiante située dans le quartier de Jolimont.  
(©Maxence Dourlen/Actu Toulouse)

Par **Maxence Dourlen**

Publié le 16 Mai 22 à 6:04

dans le secteur de **Jolimont à Toulouse (Haute-Garonne)**, **Novaxia Investissement**, qui n'en est pas à son coup d'essai en France, met à disposition ses locaux depuis plusieurs semaines afin d'y mettre en place une **colocation solidaire** entre **personnes locales, personnes en situation de handicap et personnes réfugiées**.

En attente des travaux de recyclage du bâtiment, ce projet solidaire se poursuivra jusqu'en début d'année 2023. Le bâtiment de 7000 m<sup>2</sup> se transformera petit à petit en une résidence universitaire flambant neuve avec des espaces de coliving.

## **Une première à Toulouse**

Fondée en 2018, l'association [Caracol](#) se charge de l'organisation du projet « Phoebus » en partenariat avec **Habitat et Humanisme Midi-Pyrénées** et **l'Esperluette**.

« Dans le cadre de la première acquisition Toulousaine par les fonds gérés par Novaxia investissement, nous sommes très fiers de cette résidence [...] C'est une étape importante dans le développement du futur projet que nous portons avec la collectivité. »

**Mathieu Descout**

Président de Novaxia Investissement

A Toulouse, Caracol est la première structure d'économie sociale et solidaire agréée pour « mettre en œuvre ce dispositif expérimental facilitant l'habitat temporaire dans des biens vacants ».

## **63 personnes accueillies**

3000 m<sup>2</sup> du bâtiment sont actuellement utilisés pour accueillir 63 personnes venues d'horizons et de cultures différentes.

L'association Esperluette accompagne également quatre personnes en situation de handicap dans la résidence. Les logements sont répartis sur quatre étages (rez-de-chaussée inclus) avec plusieurs espaces communs permettant aux habitants d'échanger et de vivre ensemble autour d'activités collectives.

« Cette offre accessible vient répondre aux difficultés d'accès au marché du logement. Elle permet de tester un modèle d'habitat inclusif et partagé, elle favorise l'échange interculturel et le vivre-ensemble dans des espaces communs généreux, dont une partie de la programmation est ouverte aux initiatives habitantes. »

**Novaxia Investissement**

### **« Une opportunité inespérée »**

Directrice pôle projets de Caracol, **Elisa Desqué** est ravie des possibilités offertes par cette collocation inclusive. « Nous accueillons avec joie la préfiguration portée par l'Esperluette et [Habitat et Humanisme Midi Pyrénées](#). Il s'agit également d'une expérimentation pour Caracol à l'échelle d'une résidence étudiante, dont les retours nourriront notre réflexion pour la pérennisation de notre modèle. » Un constat partagé par l'association Esperluette.



« C'est une opportunité inespérée pour l'Esperluette de préfiguration du projet "Envol'Toit" qui verra le jour en 2023 sur le site de Guillaumet à deux pas du projet Phoebus. Quatre jeunes adultes en situation de handicap testent aujourd'hui l'habitat autonome dans un contexte très favorable d'entraide, de mixité et de partage. »

**Emmanuelle Daran-Schmidt**  
présidente de l'Esperluette



Plusieurs espaces d'échanges ont été aménagés au sein de ce refuge solidaire. (©Guillaume Mussau/Novaxia Investissement)

## **Un suivi social**

Tout au long de cette expérimentation, l'association Caracol effectue un suivi social des résidents temporaires et assure la gestion d'ensemble jusqu'au lancement des travaux ainsi que des relations avec la mairie de Toulouse, les services de l'État et le service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO).

« C'est une véritable opportunité pour notre association d'étendre son exploration de modèles innovants et audacieux au service de la mixité sociale. Il s'agit d'allier des idées et des énergies pour les concrétiser ensemble en accompagnant les personnes dans toute leur diversité. »

**François Guilmin**

Président Habitat et Humanisme Midi Pyrénées



**E**nvie de **transformer des lieux vides en colocations** temporaires et faire avancer des projets d'**habitat solidaire** en région lyonnaise ? Découvrez l'association **Caracol**, son premier projet à Lyon et comment elle est accompagnée pour continuer à se développer sur notre territoire.

DIAPORAMA



Concilier accès au logement, solidarité et convivialité : c'est le pari réussi de **Caracol**, qui propose depuis 2018 des **colocations temporaires entre personnes réfugiées et locales**. Arrivée à Lyon au printemps 2021, l'association a inauguré en octobre 2022 sa **première colocation lyonnaise**. Un véritable succès pour ce projet partenarial, soutenu par Ronalpia et l'Aderly et mené avec Sixième Sens immobilier, l'État français (Délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés), la Ville et la Métropole de Lyon.

Caracol souhaite désormais **pérenniser et essaimer son modèle** plus largement dans le Grand Lyon.

## Les colocations solidaires de Caracol, une solution pour l'accueil des personnes réfugiées et l'accès à un logement dans la métropole lyonnaise

Caracol mène des **projets d'occupation temporaire** basés un modèle de cohabitation interculturelle entre **personnes réfugiées et locales** en France. Le principe est simple : **transformer des logements vacants pour en faire des colocations** confortables, conviviales et multiculturelles. **Agréée au titre de la Loi Elan** (Évolution du logement, de l'aménagement et du numérique), l'association créée en 2018 gère aujourd'hui **14 colocations** pour un total de **130 places** en France.

"C'est un vrai lieu de vie pour se ressourcer, travailler sur un nouveau départ, partager, échanger ou tout simplement reprendre pied, mais toujours avec la force du collectif." — Simon Guibert, fondateur de Caracol

Au-delà d'une solution de logement, les colocations Caracol sont **un levier d'intégration**. En effet, chaque résident-e est incité-e à l'entraide et au partage dans le respect de son propre rythme et de son projet de vie. Caracol garantit aussi **un accompagnement social** à ses colocataires bénéficiaires d'une protection internationale.

En France, 17 000 personnes réfugiées sortent chaque année des centres d'hébergement sans solutions une fois leur statut obtenu.

**La métropole lyonnaise est le deuxième territoire d'accueil de celles et ceux qui demandent l'asile** en France et les personnes nouvellement arrivées qui obtiennent le statut de réfugié-e restent en majorité sur notre territoire, où elles ont leur réseau. En parallèle, le marché lyonnais des locations de logements individuels est en tension et connaît une augmentation des prix des loyers, causant des **inégalités d'accès aux logements**.

C'est dans ce contexte que la Métropole de Lyon et la Ville de Lyon, via le Centre communal d'action sociale (CCAS) de Lyon, ont fait appel à Caracol en 2021.

## L'Hôtel Moderne, la première colocation montée par Caracol dans le Grand Lyon

Le **premier projet** porté par Caracol dans le Grand Lyon concerne la création d'une colocation pour 26 personnes qui se situe dans le 2<sup>e</sup> arrondissement de Lyon, au sein d'un ancien hôtel deux étoiles mis à disposition par le **promoteur 6e Sens Immobilier**.

Acheté en janvier 2021, l'**Hôtel Moderne** (15 rue Dubois, 69002 Lyon) est mis à disposition pour 6 ans, par l'entreprise dans le cadre des actions menées par son fonds de dotation en faveur de la **lutte contre le mal-logement**.

La Ville et la Métropole de Lyon ont répondu à la proposition de 6e Sens Immobilier en accompagnant la **mise en place d'un partenariat innovant** et unique en France.

En plus de l'aide publique et de celle de 6e Sens, Caracol a pu s'appuyer sur :

- le collectif Habitat et Humanisme Rhône pour le suivi social et l'orientation des personnes ayant le statut de réfugié-e,
- l'Entreprise des Possibles (Alain Mérieux) pour le financement des travaux des espaces communs,
- Evolem Citoyen pour le financement du développement de l'association dans le Grand Lyon.

Inaugurée lundi 17 octobre 2022, la **colocation de l'Hôtel Moderne** fonctionne depuis juillet 2022. Elle accueille désormais **12 personnes réfugiées** de 6 nationalités différentes et **14 personnes locales** : 5 personnes sont en études ou formation, 7 en recherche d'emploi, 12 en emploi et 2 en service civique.

## Ronalpia, l'Aderly et la Métropole de Lyon aident les associations comme Caracol à s'implanter en région lyonnaise

Caracol a monté ce **projet de colocation temporaire** sur le territoire avec le soutien politique et financier de la **Ville** et de la **Métropole de Lyon**. L'objectif est de venir compléter l'offre existante dans la métropole lyonnaise, en matière d'**habitat temporaire** et d'**accueil** des personnes bénéficiaires de la protection internationale.

**Ronalpia** et l'Agence pour le développement économique de la région lyonnaise (**Aderly**) ont également accompagné Caracol durant 9 mois grâce à leur « **programme Implantation** » 2022. Les deux associations, soutenues par la Métropole de Lyon, accompagnent chaque année des entreprises

de l'**économie sociale et solidaire** ayant déjà fait leurs preuves pour qu'elles installent des antennes locales en région lyonnaise et apportent leurs solutions aux besoins de nos territoires.

Dans le cas de Caracol, l'accompagnement du programme a reposé sur :

- La mise en relation avec l'écosystème local (ESS, collectivités, territoires péri-urbains, immobilier...)
- L'appui à l'identification de nouvelles opportunités immobilières
- L'accompagnement individuel et collectif sur la mesure d'impact social, l'essaimage en local, les relations publiques locales, le mentoring personnalisé
- L'appui à la recherche de futures sources de financement, et des futurs recrutements.

Afin de pérenniser son modèle et l'essaimer dans la métropole lyonnaise, **Caracol est toujours à la recherche de partenaires. Rejoignez son action !**



## A Toulouse, Novaxia Investissement s'engage pour les réfugiés

Par AOF (Agence Option Finance)

Publié le 16/03/2022 à 13:00

(AOF) - A Toulouse, Novaxia Investissement met une résidence étudiante vacante à disposition de l'association Caracol en partenariat avec Habitat et Humanisme Midi-Pyrénées et l'Esperluette. Caracol y propose une colocation solidaire entre personnes locales et personnes réfugiées pendant 11 mois, en attente des travaux de recyclage du bâtiment.

Novaxia Investissement s'engage à systématiser la mise à disposition de ses biens vacants en attente de travaux. 143 000 personnes ont bénéficié de ces occupations temporaires en 2021.

Phoebus est la première occupation temporaire en région Toulousaine réalisée par Novaxia Investissement, qui pratique désormais le recyclage urbain dans toute la France.

Cet ensemble immobilier, situé dans le quartier Matabiau à Toulouse, est destiné à être recyclé par Novaxia Investissement et un partenaire promoteur local en un projet de plus de 7 000m<sup>2</sup> de résidence étudiante et espaces de coliving.

## Une colocation solidaire et temporaire à Strasbourg

24 mars 2022 | ⌚ 2 min



**À Strasbourg, CDC Habitat met des logements vides à disposition de personnes réfugiées et françaises d'âges, d'origines et de parcours différents, dans le cadre d'une colocation solidaire, multiculturelle et temporaire.**

C'est une colocation d'un nouveau genre qui vient de voir le jour dans le sud-ouest de Strasbourg. Place Nicolas Poussin, CDC Habitat propose en effet à la location temporaire les chambres de douze appartements situés dans une résidence de 67 logements qui va être prochainement détruite dans le cadre d'une opération de reconstruction de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU). Certains de ses habitants historiques ont pris l'initiative de commencer à vider les appartements familiaux pour être relogés.



C'est l'association **Caracol** qui organise la sélection et l'arrivée des colocataires depuis la rentrée de septembre 2021. Fondée en 2018, son but est de développer des colocations multiculturelles et solidaires comme outil d'intégration des nouveaux arrivants en France. « Les colocations font cohabiter des personnes réfugiées et françaises d'âges, d'origines et de parcours différents », détaille Thomas Chanal. « Sur Strasbourg, ce sont ainsi 32 personnes qui profitent du dispositif : 12 réfugiés, 3 bénéficiaires de titres de séjour de travail, 7 de titres de séjour étudiant, et 10 français ou européens ».

Leur point commun : avoir envie de s'impliquer dans l'expérience de cette cohabitation multiculturelle, adhérer aux valeurs du projet et connaître des difficultés pour se loger. En échange d'un loyer très modéré, les étudiants sont invités à proposer des activités à l'ensemble de la résidence : ateliers bricolage, soutien informatique, cours de langue... En parallèle, l'association accompagne la trentaine de colocataires présents avec des actions d'intégration et de suivi social en lien avec des structures spécialisées. Un partenariat a également été conclu avec la compagnie de danse-théâtre Lu. Cette dernière organisera des projets d'animation, des interventions artistiques dans la résidence et dans le quartier, et prévoit la réalisation d'un « street album » de photos d'époque recueillies auprès des habitants historiques du quartier, afin d'en **garder la mémoire**.

L'évacuation des habitants et la destruction du bâtiment aura lieu en 2023-2024. Une action inédite pour le groupe CDC Habitat, qui pourrait être renouvelée si d'autres résidences concernées par une opération de renouvellement urbain ANRU peuvent s'y prêter.



Opérateur global de l'habitat d'intérêt public, filiale de la Caisse des Dépôts, le groupe CDC Habitat est l'un des acteurs majeurs de l'habitat en France.

## Novaxia Investissement - PHOEBUS, La première résidence temporaire interculturelle, inclusive et solidaire à destination d'étudiants, jeunes actifs locaux et réfugiés (/les-news/9275-novaxia-investissement-phoebus-la-premiere-residence-temporaire-interculturelle-inclusive-et-solidaire-a-destination-d-etudiants-jeunes-actifs-locaux-et-refugies.html)

LES NEWS (/LES-NEWS.HTML) · 16 MARS 2022



A Toulouse, Novaxia Investissement<sup>1</sup> met une résidence étudiante vacante à disposition de l'association Caracol en partenariat avec Habitat et Humanisme Midi-Pyrénées et l'Esperlucette. Caracol y propose une colocation solidaire entre personnes locales et personnes réfugiées pendant 11 mois, en attente des travaux de recyclage du bâtiment.



### Une première à Toulouse

Novaxia Investissement, pionnier de l'urbanisme transitoire, comptabilise plus d'une dizaine d'occupations temporaires en France. A travers son statut d'entreprise à mission, Novaxia Investissement s'engage à systématiser la mise à disposition de ses biens vacants en attente de travaux. 143 000 personnes ont bénéficié de ces occupations temporaires en 2021. Phoebus est la première occupation temporaire en région Toulousaine réalisée par Novaxia Investissement, qui pratique désormais le

Novaxia Investissement - PHOEBUS, La première résidence temporaire interculturelle, inclusive et solidaire à destination d'étudiants, jeunes actifs locaux et réfugiés. Ce projet de recyclage urbain dans toute la France. Cet ensemble immobilier, situé dans le quartier Matabiau à Toulouse, est destiné à être recyclé par Novaxia Investissement et un partenaire promoteur local en un projet de plus de 7 000m<sup>2</sup> de résidence étudiante et espaces de coliving.

Novaxia Investissement a également deux projets en cours d'acquisition à Toulouse pour du recyclage urbain, qui seront réalisés avec des promoteurs locaux.

Le projet participe aux engagements ESG de Novaxia Investissement sur toute la chaîne de valeur : recyclage d'un bâtiment obsolète pour plus de biodiversité, partenariat avec les entreprises et acteurs locaux ainsi que l'occupation temporaire solidaire Phoebus.

« Dans le cadre de la première acquisition Toulousaine par les fonds gérés par Novaxia Investissement, nous sommes très fiers d'inaugurer aujourd'hui PHOEBUS, une expérience temporaire de vivre ensemble permettant l'accès au logement. En tant qu'entreprise à mission, l'urbanisme Transitoire fait partie de nos engagements. Nos milliers d'épargnants sont particulièrement attentifs aux valeurs extra financières portées par Novaxia Investissement. C'est une étape importante dans le développement du futur projet que nous portons avec la collectivité. » **Mathieu Descout, Président de Novaxia Investissement, société de gestion leader du recyclage urbain.**

C'est également la première fois qu'une opération mobilisant l'article 29 de la loi ELAN à des fins solidaires sera menée à Toulouse : Caracol est en effet la première structure ESS agréée pour mettre en œuvre ce dispositif expérimental facilitant l'habitat temporaire dans des biens vacants.







## Un projet expérimental de vivre-ensemble inclusif et solidaire

Caracol développe un programme innovant sur les 3 000 m<sup>2</sup> du lieu accueillant 63 personnes venues d'horizons et de cultures différentes. Parmi ces habitants, 4 personnes en situation de handicap ont rejoint le projet, accompagnées par l'association Esperluette. Cette dimension constitue une première en termes d'habitat inclusif et permet de préfigurer la future maison intergénérationnelle et inclusive portée par Habitat et Humanisme Midi Pyrénées et l'association Esperluette, qui verra le jour sur l'éco-quartier Guillaumet à quelques centaines de mètres du projet.

Au rez-de-chaussée, plusieurs espaces communs permettent aux habitants de se retrouver et de mettre en œuvre des activités collectives. Les logements sont répartis du rez-de-chaussée au 3<sup>ème</sup> étage. La construction du bâtiment permet d'imaginer des colocations par palier, allant de 6 à 7 appartements individuels avec un appartement partagé en salle commune.

Cette offre accessible vient répondre aux difficultés d'accès au marché du logement. Elle permet de tester un modèle d'habitat inclusif et partagé, elle favorise l'échange interculturel et le vivre-ensemble dans des espaces communs généreux, dont une partie de la programmation est ouverte aux initiatives habitantes.

« Le projet Phoebus s'inscrit dans le développement national de Caracol, qui double son nombre de places à la rentrée 2021 » explique **Elisa Desqué**, directrice pôle projets de Caracol. « Nous accueillons avec joie la préfiguration portée par l'Esperluette et Habitat et Humanisme Midi Pyrénées. Ils'agit également d'une expérimentation pour Caracol à l'échelle d'une résidence étudiante, dont les retours nourriront notre réflexion pour la pérennisation de notre modèle ».

« Le projet Phoebus est une opportunité inespérée pour l'Esperluette de préfiguration du projet "Envol'Toit" qui verra le jour en 2023 sur le site de Guillaumet à deux pas du projet Phoebus. Quatre jeunes adultes en situation de handicap testent aujourd'hui l'habitat autonome dans un contexte très favorable d'entraide, de mixité, de partage dans le cadre posé par Caracol au sein de la résidence Phoebus. En parallèle, l'Esperluette expérimente l'évaluation des besoins à la vie autonome, la mise en œuvre de "facilitateurs", au vivre-ensemble avec ses différences... Autant d'éléments qui seront mis à profit dès l'année prochaine dans un projet pérenne ! »

**Emmanuelle Daran-Schmidt, présidente de l'Esperluette**



## Une démarche partenariale

Déjà présente à Toulouse, l'association Caracol va assurer la gestion d'ensemble du site jusqu'au lancement des travaux et l'animation des relations avec la Mairie, les services de l'Etat et SIAO. Elle intervient en partenariat avec Habitat et Humanisme Midi-Pyrénées, qui assure le suivi social des résidents temporaires et appuiera la poursuite de leur parcours résidentiel.

« C'est une véritable opportunité pour notre association d'étendre son exploration de modèles innovants et audacieux au service de la mixité sociale. Il s'agit d'allier des idées et des énergies pour les concrétiser ensemble en accompagnant les personnes dans toute leur diversité. » **François Guilmin, Président Habitat et Humanisme Midi Pyrénées.**

Le projet bénéficie du soutien du programme "Cohabitation solidaire" porté par la DIHAL-DIAIR-DGEF et de la Fondation de France pour l'essaimage de son activité.

<sup>1</sup> Via son fonds NIC6



## La résidence Phoebus à Toulouse : temporaire, solidaire et inclusive

Publié le 15/03/2022 15:50 | Mis à jour le 16/03/2022 15:19



Anne Elizabeth Philibert  
France Télévisions - Rédaction Culture

Phoebus, la nouvelle résidence solidaire est née à Toulouse. Elle est temporaire et inclusive. C'est une colocation entre étudiants, personnes handicapées ou encore réfugiés. #IlsOntLaSolution

Son nom : Phoebus. Lieu de naissance : une ancienne résidence étudiante dans le quartier de Jolimont à Toulouse.

La résidence Phoebus est la première du genre créée à Toulouse : temporaire car jusque-là fermée et en passe d'être rénovée, multiculturelle, inclusive et surtout solidaire.

Etudiants, jeunes actifs et réfugiés : en tout 63 personnes âgées de 20 à 37 ans aux profils très différents y vivent de façon transitoire comme Sarah, malentendante ou Najib, un réfugié afghan qui peut y suivre plus sereinement sa formation d'électricien.

**Je suis venue de suite et comme j'en avais vraiment besoin, j'ai accepté de suite et aujourd'hui je suis dans mon appartement.**

**Najib**

réfugié afghan

# Un lieu vide transformé en colocation solidaire

Plus qu'un foyer, cette résidence vacante, mise à la disposition de l'[association Caracol](#), propose une colocation solidaire. Prix du loyer : de 75 à 200 Euros par mois. En plus de fournir un habitat transitoire pendant 11 mois, l'association a créé un vrai lieu de vie, un accompagnement social, des liens sociaux et des activités culturelles comme cet atelier de street art.

**Ce sont des bénévoles artistes comme peintres qui viennent avec les colocs pour customiser les locaux.**

**Marion Bingler**

gestionnaire de site pour l'association

Autre atelier : celui en langue des signes animé par Sarah. La jeune femme malentendante qui a emménagé au mois d'octobre 2021 se réjouit de vivre une expérience vraiment unique en communauté où chacun apporte sa différence.

## 13 occupations temporaires en 2021

A l'origine de ce projet : [Novaxia](#), spécialisée dans le renouvellement urbain. L'entreprise parisienne qui a racheté les bâtiments croit en l'urbanisme transitoire pour donner une utilité aux espaces vacants.

C'est elle qui a lancé la première occupation temporaire en 2021. La résidence Phoebus à Toulouse est la 13eme. Au total, 143 000 personnes ont bénéficié des résidences solidaires dans toute la France. Cette expérience de colocation prendra fin en septembre 2022 avant d'offrir une nouvelle vie aux bâtiments en octobre prochain.

 voir les commentaires

Partager :





Accueil / France - Monde / Société / Solidarité

## Toulouse : c'est la première résidence de colocation vraiment très solidaire



Daniel, Pierre, Karine et Hugo font partie des 63 personnes qui vivent en colocation pour un an dans la résidence Phoebus./ Photo DDM, Adrien Nowak.

f X in 🖨️ ✉️

### Solidarité, Crise des migrants, Urbanisme - Aménagement

Publié le 11/03/2022 à 06:25

Sophie Vigroux

**A Jolimont, Novaxia Investissement met une résidence étudiante vacante à disposition de l'association Caracol. Cette dernière y propose une colocation solidaire entre personnes locales et personnes réfugiées pendant 11 mois, en attente des travaux de recyclage du bâtiment.**

C'est la première résidence temporaire interculturelle, inclusive et solidaire, à destination d'étudiants, de jeunes actifs locaux et de réfugiés, qui est créée à Toulouse. Elle porte le nom de « Phoebus », et a vu le jour au 26 rue de la Caravelle, dans le quartier de Jolimont, dans une ancienne résidence étudiante, jusque-là fermée et en passe d'être rénovée.

Après l'avoir acquis, Novaxia Investissement a décidé de mettre cette résidence

étudiante vacante à disposition de l'association Caracol en partenariat avec Habitat et Humanisme Midi-Pyrénées et l'Esperluette.

Caracol y propose une colocation solidaire entre personnes locales et personnes réfugiées pendant 11 mois, en attente des travaux de recyclage du bâtiment. « On met un toit à disposition de 63 personnes qui n'en ont pas, de façon transitoire, en attendant de construire le nouveau projet. On est ici sur un lieu à plusieurs vies », résume Mathieu Descout, président de Novaxia investissements.

Parmi les 63 personnes, âgées de 20 à 37 ans, qui vivent ici pour un an, et pour un petit loyer (75 et 200 €/mois), il y a Pierre, Karine, Hugo, Ayub, Bilal... Tous ont des profils différents.

Ayub et Bilal sont deux jeunes réfugiés afghans. « Si je ne vivais pas là, je serai à la rue. Ici, je peux prendre des cours de français et aller facilement au travail », explique Bilal, qui est carreleur. Hugo, handicapé physique, occupe un appartement du rez-de-chaussée, avec une aide de vie et se réjouit de l'autonomie que lui apporte ce logement. Quant à Pierre et Karine, deux trentenaires, ils sont là pour le partage culturel et la praticité qu'offre ce lieu. « J'estime que j'ai 62 colocs mais je ne partage ni la salle de bains ni la cuisine », explique Pierre, grand voyageur devant l'éternel, et pour l'heure animateur dans un escape game.

« En plus de fournir un habitat transitoire, on propose aussi un accompagnement social aux personnes vulnérables que nous hébergeons. Toutes vivent ici une expérience unique », conclut Elisa Desqué, de l'association Caracol.

Daniel, Pierre, Karine et Hugo font partie des 63 personnes qui vivent en colocation pour un an dans la résidence Phoebus./ Photo DDM, Adrien Nowak.

[Voir les commentaires](#)



## Malika, sans ressources, habite dans un ancien hôtel 5 étoiles à l'Opéra

Cette sexagénaire marocaine est l'une des 59 femmes qui bénéficient de l'opération de solidarité mise en place jusqu'en mai 2022 par la société Assembly

Par **Philippe Baverel**

Le 10 octobre 2021 à 15h50, modifié le 11 octobre 2021 à 06h30



Arrivée en France il y a 20 ans, Malika est l'une des 59 femmes à bénéficier de la mise à disposition gracieuse par le groupe immobilier Assembly d'un immeuble de 5 étages, au 4, rue Meyerbeer (IXe), rebaptisé l'hôtel L. / LP Ph Baverel

Réagir

Enregistrer

Partager

Depuis quatre mois, Malika, sans ressources, a quitté son centre d'[hébergement](#) pour vivre dans un hôtel cinq étoiles en face de l'opéra Garnier ! À 65 ans, cette Marocaine qui travaillait comme couturière dans son pays avant son arrivée en France il y a vingt ans, est l'une des 59 femmes à bénéficier de la mise à disposition gracieuse par le groupe immobilier Assembly d'un immeuble classique de 5 étages, au 4, rue Meyerbeer (IXe), rebaptisé l'hôtel L.

Acquéreur en mars 2021 de ce bien de 10 000 m2 qui abritait naguère l'hôtel 5 étoiles W, Assembly a décidé, dans l'attente de travaux destinés à transformer les lieux en bureaux, d'offrir cet espace exceptionnel à des femmes en grande détresse. Mères pour la plupart, 59 femmes de différentes nationalités et leurs 80 enfants sont donc installés jusqu'à la fin mai 2022 à l'hôtel L.



## « Un parcours d'errance plus ou moins long »

« Toutes ces femmes ont un parcours d'errance plus ou moins long. Certaines ont subi des violences conjugales, d'autres sortent de réseaux de prostitution. 6 travailleurs sociaux les accompagnent pour qu'elles reprennent confiance en elles et entreprennent les démarches administratives nécessaires à leur réinsertion. Une salle pour le yoga a été aménagée ainsi qu'un salon bien-être, coiffure, manucure », explique Julie Acquaviva, directrice du pôle d'hébergement d'urgence du centre d'action sociale protestant (CASP).

Opérateur de ce dispositif exceptionnel avec l'association Caracol spécialisée dans la colocation solidaire, le CASP bénéficie d'un budget de 2 millions d'euros accordé par la préfecture de région pour les frais de fonctionnement (repas...) La ville de Paris finance la construction d'une halte de jeux pour les enfants tandis que la région Ile-de-France a réglé, à hauteur de 270 000 €, l'installation d'une cuisine partagée mise en service le 7 octobre et où les femmes font leur cuisine elles-mêmes. Les volontaires peuvent suivre des cours de français et participer aux ateliers (CV, simulation d'entretien d'embauche...) de l'association la Cravate solidaire qui lutte contre les discriminations à l'embauche.

« Ici, nous donnons à nos invitées le temps de guérir de leurs souffrances morales et physiques pour repartir. L'objectif, c'est de les installer dans un logement pérenne en Ile-de-France », déclare Samuel Coppens, président du CASP qui souligne que tous les enfants sont scolarisés dans le quartier.

### Newsletter L'essentiel du 75

Un tour de l'actualité à Paris et en IDF

[S'inscrire à la newsletter](#)

[Toutes les newsletters](#)



« 13 colocataires solidaires, parmi lesquels 7 réfugiés dont certains ont dû quitter leur pays à cause de leur orientation sexuelle et 6 jeunes Français (artistes, soignants...), vivent aussi à l'hôtel L et participent aux activités », ajoute Elisa Desqué, responsable du développement de Caracol.

# RADAR

< Précédent (<https://www.3f-echosresponsables.fr/les-hlm-sont-ils-devenus-des-oeuvres-dart/>)

Suivant > (<https://www.3f-echosresponsables.fr/je-vis-dans-un-logement-a-temps-partiel/>)

## **Colocation, habitat participatif, éco-village : le vivre ensemble, futur du logement ?**

23 septembre 2021

5 min.



***Pour répondre aux problématiques environnementales, économiques, sociales et solidaires du “monde d’après”, différents modèles d’habitat collectif se développent en ville comme à la campagne. Zoom sur ces alternatives.***

La maison individuelle est un rêve bien français. Pour preuve, un sondage de 2016 sur le logement idéal (<https://www.century21.fr/edito/article/le-logement-ideal-des-francais-enquete-exclusive-2016/>) révèle que 76 % des Français-es ont désigné la maison individuelle comme leur logement préféré. Et si ce rêve appartenait désormais au “monde d’avant”, celui qui précédait l’épidémie de Covid et qui ignorait tout du confinement ?

C’est probable. Car la crise, au-delà de ses conséquences sanitaires, a mis en lumière la solitude et l’isolement d’une large frange de la population : plus de 10 millions de Français-es vivent seul-es dans leur logement, nous apprend l’Insee (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/4478728?sommaire=4476925>). Ainsi, lors des périodes de confinement, échanger avec ses voisin-es devient presque aussi important que la superficie de son logement, nous confirme le rapport “Aux confins du logement” (<https://idheal.fr/etudes-actions>) de l’Institut des hautes études pour l’action dans le logement (IDHEAL).

Sachant cela, partager son intérieur avec d’autres personnes sera-t-il le logement idéal du “monde d’après” ? Il y a la colocation bien sûr, mais il existe de nombreuses autres déclinaisons comme l’habitat participatif, où les habitant-es conçoivent ensemble leur lieu de vie autour d’un projet commun. Chacun-e dispose de son logement mais l’on y partage des espaces communs, un juste compromis entre le besoin d’intimité et la vie communautaire.

**L’habitat participatif : mutualiser les espaces communs pour dessiner le logement de ses rêves**

« Comme il est rassurant de se savoir entourée de voisins prêts à s’entraider, à veiller les uns sur les autres, à s’organiser collectivement pour les courses et le ménage ! », a confié l’une des habitantes de Chamarel, un habitat participatif de Vaulx-en-Velin dans le Rhône, sur France Culture (<https://www.franceculture.fr/societe/covid-19-les-cooperatives-dhabitants-plus-fortes-pendant-le-confinement>). Cette coopérative d’habitant-es, qui se veut une alternative aux Ehpad, a été pensée et conçue par ses habitant-es qui ont fait construire les 16 logements qui la composent en fonction de leurs goûts et besoins. Un logement sur-mesure donc mais aussi un rempart contre la solitude pour ces personnes âgées, et un moyen de conserver leur autonomie.

Sans oublier que l’habitat participatif a pour vocation de rendre la propriété plus accessible et de démocratiser l’accès au logement. Chambre d’ami-es, buanderie, jardin, garage... : l’habitat participatif entend mutualiser les différents espaces pour faire baisser



les coûts.

Par ailleurs, de nombreux habitats participatifs intègrent à leur projet des logements sociaux dans un souci de mixité sociale et d'accessibilité du logement. Sur les 600 projets d'habitats participatifs recensés en 2019 par Habitat Participatif France (<https://www.habitatparticipatif-france.fr/?HPFPublications>), 200 étaient portés par un organisme HLM. Ainsi, 3F Notre Logis a récemment livré à Lille un programme participatif de 14 logements (<https://www.groupe3f.fr/actualites/3f-notre-logis-livre-la-coop-fourchon-habitat-participatif-aux-bois-blancs-lille-59>) associant locatif social, accession sociale et libre.

Malgré ces nombreux avantages, l'habitat participatif reste encore associé à une certaine forme d'utopie. À l'inverse, s'il y a bien un modèle de logement qui s'est fait une place dans le paysage immobilier français, c'est la colocation. Indispensable pour se loger dans de grandes villes à des prix abordables, la colocation évolue et ne répond pas qu'à des besoins financiers.

### **La colocation n'est plus seulement une histoire d'argent**

La location en commun peut refléter les aspirations sociales et solidaires des occupant·es à l'instar des colocations Caracol. Dans le 1<sup>er</sup> arrondissement de Paris, à deux pas du Louvre, se trouve la colocation multiculturelle développée par l'association Caracol, dans laquelle 25 colocataires réfugié·es vivent aux côtés de 9 locataires déjà présent·es dans cet immeuble de 1 000 mètres carrés.

Avec un loyer de 200 euros par mois, l'objectif est de faciliter l'accès au logement des personnes réfugiées mais aussi de les intégrer davantage dans la société grâce à un brassage culturel au sein même de la colocation. *“Je vis avec 4 personnes que je n'aurais jamais rencontrées dans la vie de tous les jours. C'est hyper enrichissant. Cette coloc, c'est bien plus qu'un toit”*, témoigne Virginie, colocataire Caracol sur le site de l'association (<https://caracol-colocation.fr/>).

A Lagny-sur-Marne (77), un pavillon accueille également une colocation Caracol dans l'attente de sa réhabilitation prochaine par 3F. (<https://www.groupe3f.fr/actualites/colocation-solidaire-lagny-sur-marne-77>)

Dans un tout autre style, un concept d'habitation hybride entre la colocation et l'hôtellerie est aujourd'hui en plein essor, on l'appelle le “coliving” (<https://www.3f-echosresponsables.fr/lavenir-est-il-au-coliving/>). *“Cette nouvelle manière d'habiter les villes”* comme l'écrit Le Monde ([https://www.lemonde.fr/planete/article/2018/11/22/le-coliving-nouvelle-maniere-d-habiter-les-villes\\_5386742\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2018/11/22/le-coliving-nouvelle-maniere-d-habiter-les-villes_5386742_3244.html)) dans un article, permet aux locataires de bénéficier d'un espace privatif, une chambre donc, parfois équipée d'une petite kitchenette, mais aussi d'espaces partagés.

Mais quelle différence avec la colocation ou l'habitat participatif ? Les services. En effet, par espaces partagés, il n'est pas seulement question de salon ou de cuisine, mais de salle de sport ou de cinéma, de restaurants et d'espaces de coworking. Des résidences avec des formules à la carte pour des Millenials flexibles qui n'ont pas l'intention de s'installer sur le long terme mais souhaitent malgré tout créer du lien.

### **Autonomes, sobres et résilients : les écovillages font de l'écologie leur maître mot**

Mais le logement du futur n'est pas condamné à être urbain. L'équivalent rural de l'habitat participatif s'appelle un éco-village ou éco-lieu, un modèle d'habitation qui a pour but le vivre ensemble mais surtout, de répondre à des impératifs écologiques. Mathieu Labonne, président de la coopérative Oasis (<https://cooperative-oasis.org/>), vit dans l'éco-hameau du Plessis, un habitat participatif écologique regroupant 28 foyers et comprenant 4 hectares de jardins collectifs en permaculture, plusieurs bâtiments communs et des maisons écologiques individuelles.

Situé à Pontgouin, en Eure-et-Loir, cet éco-village a fait de l'écologie son critère central. L'éco-construction, la souveraineté énergétique et alimentaire guident le développement de ce modèle d'habitat résilient qui vise une empreinte carbone faible. À l'heure où les ressources naturelles s'amenuisent et que les pays cherchent des moyens de réduire drastiquement leurs émissions de CO<sub>2</sub>, les éco-hameaux semblent être une solution d'avenir pour se loger, sans nuire à la planète.



Publié le 09/07/2021

## Colocation solidaire à Lagny-sur-Marne (77)



### **3F Seine & Marne et l'association Caracol s'associent pour mettre en place un projet de colocation multiculturelle et solidaire entre personnes locales et nouveaux arrivant-es réfugié-es.**

À Lagny-sur-Marne, les équipes de 3F lancent une opération de construction de quinze logements en immeuble collectif ainsi que la réhabilitation d'une maison en deux appartements.

Cette maison ancienne sera occupée temporairement par une colocation multiculturelle et solidaire de trois personnes, pendant la phase APS (Avant-Projet Sommaire) et jusqu'à l'ouverture du chantier prévue au 2<sup>e</sup> trimestre 2022.

Elle sera gérée par l'[association Caracol](#) qui développe des colocations multiculturelles et solidaires comme outil d'intégration des personnes nouvellement arrivées en France, de sensibilisation aux enjeux d'accueil, de solidarité et de défense du droit à la ville pour tous et toutes.

"Notre souhait est de pouvoir travailler avec les collectivités du territoire pour créer des liens, et imaginer de nouveaux projets en Seine-et-Marne !" souligne Elisa Desqué, responsable du développement de l'association en Île-de-France.

Ce projet a été possible grâce au soutien de Jean-Paul Michel, Maire de [Lagny-sur-Marne](#), Pierre Tebaldini, directeur de cabinet à la Communauté d'Agglomération de Marne et Gondoire et du propriétaire du bien.





Publié le 2 août 2021 (Mise à jour le 2/08)  
Par Cathy Gerig

## Un hôtel de luxe parisien transformé en centre d'hébergement d'urgence

Des femmes victimes de violences intrafamiliales et leurs enfants ont trouvé refuge dans un hôtel 5 étoiles transformé provisoirement en centre d'hébergement d'urgence, dont la gestion a été confiée au Centre d'action sociale protestant.

C'est un centre d'hébergement d'urgence pas comme les autres. Depuis le 28 mai, un hôtel de luxe situé à proximité de l'opéra Garnier, dans le 9e arrondissement de Paris, accueille 137 femmes et enfants victimes de violences intrafamiliales. La gestion de ce cocon, dont les hôtes sont là pour *"se recentrer sur eux-mêmes le temps de se reconstruire"*, a été confiée au Centre d'action sociale protestant (CASP). *"Le nouveau propriétaire des lieux, dont le projet de transformation a été freiné par la crise du Covid-19, a souhaité voir des personnes en situation de précarité occuper l'hôtel durant cette période. La mise à disposition est gratuite"*, explique Aurélie El Hassak-Marzorati, la directrice générale du CASP.

La structure protestante s'est retrouvée aux commandes de ce *"lieu complètement atypique"*, coquet et chaleureux grâce à l'intermédiaire de Caracol. Spécialisée dans la transformation de lieux vides en colocation mélangeant des personnes réfugiées et des locaux, elle a été approchée par le propriétaire du site, mais ne s'est pas sentie d'attaque pour gérer une structure aussi grande. *"Elle a alors recommandé le Casp"*, précise Aurélie El Hassak-Marzorati, reconnaissante.

### Un lieu ouvert

Désormais rebaptisé Hôtel L, le centre d'hébergement d'urgence temporaire multiplie les partenariats, pour en faire un lieu ouvert à d'autres acteurs et sur l'extérieur. Caracol dispose ainsi de dix places de colocation solidaire. L'association Cravate solidaire, elle, occupe le rez-de-chaussée avec une sorte de showroom qui propose des vêtements, des sacs, etc. aux femmes en recherche d'emploi. *"Il est ouvert à toutes les femmes en situation de précarité et à celles du centre, afin de les aider à retrouver confiance en elles"*, souligne la responsable.

Des bénévoles poussent également la porte de l'Hôtel L pour apporter un peu de bien-être aux femmes. *"Grâce à des dons d'entreprises et de particuliers, nous disposons d'un espace de bien-être avec un petit coin coiffure, une table de massages, etc. Des esthéticiennes et des hébergées d'autres structures donnent également de leur temps et se montrent solidaires."*

### Un nouveau chemin de vie

Les femmes bénéficient aussi des accompagnements propres aux centres d'hébergement (équipe d'accueil pour répondre à leurs questions, travailleurs sociaux pour les guider dans leurs démarches administratives, de santé et la recherche d'un emploi).

Conscientes qu'elles évoluent actuellement dans une bulle privilégiée, les résidentes du centre sont là pour reprendre des forces et s'élancer sur un nouveau chemin de vie le plus harmonieux possible. Elles ont également l'assurance qu'une fois l'année écoulée de mise à disposition de l'hôtel, le Casp veillera à ce que chacune d'elle soit orientée vers une structure adaptée à sa situation.

- Vous souhaitez rejoindre l'équipe coiffeurs, esthéticiennes et autres bénévoles de l'hôtel L, proposer des animations pour les enfants, qui disposeront bientôt d'un espace motricité ? Dans ce cas, contactez Camille Larrieu. [camille.larrieu@casp.asso.fr](mailto:camille.larrieu@casp.asso.fr)

Actu > Île-de-France > Seine-et-Marne > [Lagny-sur-Marne](#)

## Lagny accueille la première colocation multiculturelle et solidaire de Seine-et-Marne

C'est la première de Seine-et-Marne. A Lagny, l'association Caracol installe sa 8e colocation. Un concept original, solidaire qui permet à trois réfugiés d'avoir enfin un logement.



La première colocation multiculturelle et solidaire s'est installée à Lagny. Membres de l'association Caracol, les trois colocataires (au centre), le bailleur 3F et le propriétaire se sont retrouvés pour un barbecue de crémaillère. (©J.G./La Marne)

Par **Julia Gualtieri**

Publié le 10 Jul 21 à 12:02

[Voir mon actu](#)

★ [Suivre La Marne](#)



Il y a bien longtemps que la maison à colombages près de l'avenue Raymond Poincaré, face à l'ancienne station-service, est inoccupée. Depuis mercredi 30 juin, elle vit à nouveau : trois locataires viennent de poser leurs bagages.

Evans, Rania et Fadi, qui ont tous trois le statut de réfugié, vont bénéficier du logement temporairement, le temps pour le propriétaire et le futur acquéreur d'obtenir les autorisations et d'acter la vente.

### Occuper les logements vides

Mercredi 30 juin 2021, autour d'un barbecue au 26 rue Dr Demars, tous les acteurs de cette entente solidaire se sont retrouvés pour se rencontrer dans la maison à Lagny.

L'initiative et l'idée de ces « colocations solidaires », vient de l'association Caracol. Créée en 2018, elle propose des solutions d'habitat temporaire à des publics qui ne parviennent pas à se loger : jeunes actifs, étudiants ou réfugiés.

**Il y a 3,3 millions de logements vides en France et 12 millions de personnes qui n'arrivent pas à se loger.**

**Jean-Baptiste Roussat, membre de l'association**

Aujourd'hui, l'association compte huit projets en Ile-de-France. La colocation de Lagny est la première en Seine-et-Marne.

[À lire aussi](#)

**Modification du PLU à Lagny : des bâtiments réhaussés dans le Parc Saint-Jean ?**

### « Tout le monde y gagne »

Le rôle de [Caracol](#) : mettre en relation les propriétaires, bailleurs et collectivités avec ces personnes. « On signe une convention, c'est sécurisant. Tout le monde y gagne », explique François Lecointre, de la société 3F, premier bailleur social en France, à l'origine du partenariat.

« La maison est occupée, entretenue, elle ne risque pas d'être squattée », poursuit le propriétaire. Lui qui habite non loin, devait jusque-là passer régulièrement pour surveiller. Ce qui n'empêchait pas les dépôts sauvages de déchets dans le jardin. En arrivant, l'association Caracol et les nouveaux locataires ont pris le temps de remettre en état les locaux et le jardin. Les occupants versent un loyer modéré de 200 € charges comprises, qui revient à l'association pour le suivi social et socioprofessionnel. Et le temps de leur hébergement (12 mois minimum), ils peuvent être accompagnés selon leurs besoins. « Au maximum on veut les emmener vers l'autonomie pour que derrière, ils puissent avoir un logement durable », poursuit Jean-Baptiste Roussat.



## Des colocations solidaires et multiculturelles

Pour constituer les colocations, l'association organise des rencontres entre les différents candidats de sa « communauté ». Avec l'objectif de **favoriser la mixité et la diversité culturelle, tout en respectant la parité**. « Nous voulons encourager les échanges, cela crée de l'émulation, de l'entraide », ajoute Jean-Baptiste Roussat.

Dans la colocation latignacienne, il y a **Evans**, arrivé du Zimbabwe il y a quatre ans. Après avoir passé un diplôme, il a travaillé dans la restauration pendant trois ans et a créé un statut d'autoentrepreneur pour lancer sa marque de vêtements éthique et bio, Linestepper, il y a un mois. **Rania**, syrienne de 36 ans, est musicienne et journaliste mais avec la crise sanitaire, elle s'est lancée dans une formation de data analyste. **Fadi** est quant à lui palestinien. À 27 ans, ce jeune réalisateur et monteur de 27 ans est un artiste en exil.

## Des mois de recherche pour trouver un logement

Leur point commun ? Une **grande difficulté à trouver un logement**. Rania, revenue il y a neuf mois, raconte : « J'ai fait je ne sais pas combien de visites, même quand on était deux avec un ami, que l'on avait trois fois le montant du loyer, notre dossier n'était jamais retenu. Entre-temps, j'étais chez des amis, je changeais beaucoup, c'est fatigant et pour le travail, c'est compliqué ».

Le trio peut se poser à Lagny pour un an et tous trois sont ravis. Ils ont visité la ville avec les membres de l'association : « C'est très sympa », commente Evans.

Par la suite, si les autorisations sont accordées, la société 3F devrait ériger un petit ensemble d'une quinzaine de logements, en conservant les murs typiques de cette maison à colombages.

*Suivez toute l'actualité de vos villes et médias favoris en vous inscrivant à [Mon Actu](#). ●*

# Le Monde

**M CAMPUS**

## A deux pas du Louvre, une coloc éphémère dans les interstices de la ville

Sous l'impulsion de l'association Caracol, vingt-cinq jeunes vivent, pour treize mois, dans un immeuble racheté par la Ville de Paris, avant sa transformation en logement social. Une nouvelle forme d'habitat solidaire.

Par Léa Iribarnegaray

Publié le 02 décembre 2020 à 13h00, modifié le 02 décembre 2020 à 14h11

· Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés



Repas partagé entre les habitants de la « coloc Rousseau », au cœur du 1<sup>er</sup> arrondissement parisien. MORTAZA BEHBOUDI

C'est une bulle hors du temps, un îlot qui se détache du chaos ambiant. A quelques pas de la pyramide du Louvre, dans le 1<sup>er</sup> arrondissement de Paris, on se prépare pour le cours de danse du mardi soir. Si l'on respecte autant que possible les gestes barrières, personne ici n'attend le discours du président Macron, qui présentait, simultanément à la chorégraphie de hip-hop, son calendrier du déconfinement. On s'inquiète plutôt de l'organisation de l'anniversaire surprise célébré dans la foulée.

Ils sont vingt-cinq heureux colocataires, âgés de 20 à 37 ans, arrivés rue Jean-Jacques-Rousseau en septembre dernier. Dans cet immeuble ancien typiquement parisien, avec sa large cour pavée et son toit en ardoise, chacun occupe un studio meublé d'une vingtaine de mètres carrés et profite, à l'envi, des multiples espaces communs du rez-de-chaussée. Une cuisine avec une grande table pour partager les repas ; le coin frigo, rempli des invendus de la Biocoop d'à côté ; la pièce de « coworking » avec piano et tableau blanc. Le tout, version « récup » et seconde main.

## Fuir l'entre-soi

Difficile d'imaginer qu'il y a encore trois mois, on aurait à peine croisé âme qui vive dans ces 1 000 mètres carrés. Seulement six appartements étaient alors habités – les autres étaient vides depuis deux à cinq ans. Racheté par la Régie immobilière de la Ville de Paris, l'immeuble devrait accueillir, à terme, du logement social. En attendant, avec sa devise « *transformons les lieux vides en lieux de vie* », l'association Caracol a obtenu un permis d'occupation temporaire de treize mois. L'objectif : créer une « *colocation mixte et solidaire* », entre locaux et réfugiés, malgré la pandémie.

*« Le confinement, c'est un accélérateur de liens, observe Simon Guibert, habitant et coordinateur du projet. On passe plus de temps chez soi, on fait plus de choses ensemble, à faire germer des idées... C'est vital en ce moment. »* Diplômé de l'Essec, le jeune homme de 28 ans a d'abord été inspiré par une expérience de colocation à Genève, lorsqu'il était étudiant. La Ciguë, une coopérative suisse d'habitat participatif, lui avait permis de vivre dans « *une grande coloc multiculturelle de douze personnes, avec autant de nationalités que de résidents* », se souvient-il, des étoiles plein ses yeux très bleus.

De retour à Paris, Simon Guibert tente de fuir l'entre-soi, visite des squats d'artistes et des tiers-lieux, cherche d'autres manières d'habiter. En 2015, il est frappé par la photo du petit Aylan, cet enfant kurde échoué sur la plage. « *On est très en dessous de nos responsabilités sur l'accueil de nouveaux arrivants, affirme-t-il aujourd'hui. J'ai abouti à une conclusion : nous devons absolument vivre ensemble mais cette volonté reste sous-exploitée, faute de lieux pour le faire.* » D'où la création, début 2018, de Caracol qui, en plus de son projet parisien, a investi un loft au Perreux-sur-Marne (Val-de-Marne), une villa à Toulouse et une maison à La Roche-sur-Yon.

## Le partage contre l'isolement

Les occupants de ces « colocs temporaires » paient tous un loyer. Selon l'article 29 de la loi Elan, relatif à l'occupation temporaire de locaux vacants, la redevance est plafonnée à 200 euros pour une personne française, à 75 euros pour une personne réfugiée. Les habitants de Caracol qui le veulent, ou le peuvent, complètent ce montant sous forme de don à l'association.

Etudiants ou jeunes actifs, Français ou réfugiés, les membres de la « coloc Rousseau » semblent encore surpris d'avoir déniché une telle pépite. « *C'est un peu irréel de vivre ici*, admet Joséphine Guibert (la sœur de Simon), 21 ans, en master d'urbanisme à Nanterre. *Je passe devant le Louvre désert, jamais je n'aurais imaginé habiter dans ce quartier.* » Pour Pauline Terestchenko, fraîchement diplômée de l'ESCP, « *le projet représente un modèle de société* ». A 25 ans, elle cherche à lancer un studio de danse urbaine, « *par les réfugiés et pour les Parisiens* ». La coloc devient son laboratoire : ce soir, c'est le danseur Mamadi, demandeur d'asile guinéen, qui vient faire cours en petit comité.

A écouter Youniss Al Roufaye, 28 ans, cette coloc, c'est même le début d'une nouvelle vie. Dans son foyer du 17<sup>e</sup> arrondissement, le premier confinement a été particulièrement éprouvant. « *On était trois dans une chambre de 15 mètres carrés, sans Wi-Fi. J'ai eu beaucoup de mal à suivre mes cours à*



*distance* », raconte ce réfugié soudanais, arrivé en France en 2016 et inscrit depuis mars à une formation en alternance pour devenir technicien d'ascenseur. « *Depuis que je suis ici, c'est la première fois que j'ai un studio pour moi* », confie-t-il. Pour qui veut, il propose des leçons d'arabe littéraire. Et chaque fois que c'est possible, il rejoint les colocs pour suivre un cours de français. Ce qui compte, c'est le partage, surtout en temps de confinement. Du yoga en visio aux parties de Donjons et Dragons, chacun se serre les coudes pour vaincre l'isolement.

Une solidarité salvatrice pour Rudy, 29 ans. Diplômé en droit et en sciences politiques, il avait pour projet de faire un séjour linguistique aux Etats-Unis... qui a été annulé. Comme le concours qu'il préparait, reporté, et ses promesses d'embauche, tombées à l'eau. « *Banlieusard, d'origine gabonaise* », il vient de quitter Stains, dans la Seine-Saint-Denis, pour le cœur historique de Paris. Il souffle : « *L'adresse aussi, ça joue sur un CV.* » Malgré quelques gros moments de déprime, ce que Rudy chérit, lui, ce sont les « ateliers pizza » de son voisin Abbas, réfugié afghan. Selon différentes sources proches du dossier, il ferait « *les meilleures de Paris* ».



Konbini®



## Reportage : une “colocation multiculturelle et solidaire” en plein cœur de Paris

Publié le 27/10/2020

Par [Lila Blumberg](#).

### Habiter à 5 minutes du Louvre pour moins de 250 euros par mois, c'est possible...

Dans ce logement social du 1er arrondissement de Paris, 14 Français et 11 réfugiés cohabitent au sein d'une colocation mixte.

Dans cet arrondissement où il y a à peine 7 % de logements sociaux, contre les 25 % obligatoires, [l'association Caracol](#) a permis à ces 25 jeunes d'occuper un bâtiment vide pour moins de 250 euros par mois. Ce projet propose une alternative aux colocataires et leur évite de faire face à des difficultés d'accès au logement.

Aussi, l'occupation de cet immeuble vide depuis 5 ans *“permet au propriétaire de faire des économies quand même importantes. Le lieu est entretenu, donc il sera moins rénové par la suite”*.

L'association Caracol a déjà orchestré l'ouverture de [4 colocations multiculturelles](#) en France.

## Entre le Louvre et les Halles à Paris, une colocation rassemble réfugiés et jeunes actifs

Lundi 5 octobre 2020, la Ville de Paris a inauguré une colocation solidaire dans le 1er arrondissement. Elle abritera des réfugiés et des citoyens français le temps d'une année.



Occuper des bâtiments vides pour y **héberger des réfugiés** et des **jeunes actifs français** plutôt que les laisser vacants, c'est l'ambition de la **Ville de Paris** qui a inauguré lundi 5 octobre 2020, dans le 1er arrondissement, une colocation « solidaire et multiculturelle » le temps d'une année.

### **700 m<sup>2</sup> entre le Louvre et les Halles**

Au 18, rue Jean-Jacques Rousseau, dans le centre de Paris, 12 réfugiés statutaires et 11 personnes de nationalité française ont élu domicile pour un an dans un immeuble de la RIVP.

« Le bâtiment de cinq étages et d'une superficie de 700 m<sup>2</sup>, placé entre le Louvre et les Halles, avait 26 studios vacants », explique Julien Mingot, chef de projet au sein de l'association [Unity Cub](#) qui a pris part à l'initiative. « Il fera l'objet d'une réhabilitation pour en faire des logements sociaux fin 2021 », poursuit-il.

Mais en attendant, plutôt que laisser l'immeuble aux mains d'une entreprise de gardiennage, le choix a été fait d'investir les lieux temporairement et faciliter l'accès au logement à des réfugiés identifiés auprès de travailleurs sociaux et de jeunes actifs prêts à s'investir dans ce modèle d'habitat original.



### « Être voisins avant d'habiter »

Pour vivre dans cette « colocation », une seule condition : avoir un revenu fixe. « Cela peut être un RSA, précise Elisa Desqué, responsable développement de l'association Caracol.

L'association, fondée en 2018, développe des colocations multiculturelles et solidaires comme « un outil d'intégration des nouveaux arrivants en France ».

La deuxième contrepartie pour vivre rue Rousseau, était de prendre part au chantier participatif pour réhabiliter les lieux avant leur installation.

« L'ambition était que les habitants soient voisins avant d'habiter les lieux, pour qu'ils se connaissent et que le lien se fasse entre eux », poursuit la responsable développement de l'association.

Pour un studio, le loyer est de 200 euros pour « les personnes non vulnérables » et de 75 euros pour les « personnes vulnérables. »



Parmi les conditions pour habiter dans cette colocation à Paris : la présence au chantier participatif. (©Carlos Alvares / Caracol)

### « Essaimer ce type de logement »

L'occupation temporaire de ce chantier en devenir a également pour objectif de « préparer les habitants à la recherche d'un logement dans des conditions plus sereines alors que le marché locatif est ultra tendu », souligne Elisa Desqué.

Par ailleurs, les personnes réfugiées bénéficieront d'un accompagnement social et de cours de français.

Des salles communes ont été installées pour faciliter les échanges entre les colocataires : une cuisine, un espace détente et un espace de travail. « Cette colocation prend tout son sens grâce aux échanges informels, aux transferts de compétences et culturels entre les locataires », ajoute la responsable développement de l'association Caracol.

Si trois lieux de ce type existent déjà au Perreux sur Marne, La Roche sur Yon et Toulouse, l'association compte « essaimer ce type de logement dans la capitale ».

## La colocation Rousseau : un projet mixte, solidaire et multiculturel

Lundi 5 octobre au soir, David Belliard, président de la RIVP, Ariel Weil, maire de Paris Centre Jean-Luc Romero, adjoint à la maire de Paris en charge des droits humains, de l'intégration et de la lutte contre les discriminations, Ian Brossat, adjoint à la maire de Paris en charge du logement, de l'hébergement d'urgence et de la protection des réfugiés et Serge Contat ont inauguré un nouveau modèle d'habitat et de colocation solidaire.

Ils sont d'origine française, syrienne, soudanaise, afghane, somalienne ou guinéenne. Étudiant, architecte, danseuse ou graphiste, ils participent à la vie de notre société, mais ont du mal à trouver un logement.

La RIVP, en association avec [Caracol](#) et ses partenaires [Unity Cube](#) et [Habitat & Humanisme](#), met à leur disposition 23 logements de la résidence Jean-Jacques Rousseau (1<sup>er</sup> arrondissement) qui fera l'objet d'une réhabilitation dans un an.



La démarche est inspirée des modèles proposés depuis plusieurs décennies par les coopératives d'habitat participatif dans des pays voisins comme la Suisse ou l'Allemagne. Elle est centrée sur des loyers bas, une participation des habitants aux aménagements et à la programmation du lieu, l'adhésion aux valeurs sociales et écologiques du projet et une autonomie forte dans la gestion courante du lieu.

*« Nous avons été séduits par ce projet et en lien avec la Ville de Paris, nous avons décidé de le soutenir en favorisant l'occupation temporaire d'un immeuble qui sera prochainement réhabilité. Ce dispositif vertueux s'est en effet très largement développé à Paris et permet à de nombreux acteurs et associations comme Caracol de bénéficier d'espaces à des prix plus avantageux. Et en tant que bailleur social, la RIVP se réjouit de participer à un programme qui favorise la mixité, l'accueil et l'accompagnement de réfugiés et de personnes de nationalité française réunis dans le cadre d'un projet de vie commun » s'est félicité David Belliard.*

## La RIVP poursuit son rôle d'acteur social de 1er plan

Cette colocation temporaire est fondée sur des principes d'ouverture et de partage (de compétences, notamment : certains locataires vont participer à des travaux de rénovation, dans les appartements et les parties communes du bâtiment) dans le respect de chacun. En plus d'une permanence, diverses actions sont prévues pour échanger et faire se rencontrer tous les habitants de l'immeuble. Des cours collectifs de yoga sont par exemple proposés aux résidents chaque lundi. Cet accompagnement réalisé par les associations doit permettre aux colataires de gagner en compétences et de se former.

Pour sécuriser au mieux la suite du parcours des habitants, notamment les plus vulnérables, Caracol et les associations partenaires les accompagnent et s'engagent à faire 3 propositions d'habitat, temporaire ou classique.

Un projet collectif qui associe plusieurs directions de la RIVP : la direction technique par le biais de l'agence mise en exploitation et du pôle innovation, la direction de la construction et la direction des politiques sociales.

Un test qui s'inscrit d'une part dans la lutte contre la tension immobilière à Paris et d'autre part qui favorise le vivre ensemble et l'apprentissage des règles de la vie en collectivité.





# Interview de Simon GUIBERT, Jeune diplômé Essec : il lance CARACOL, un concept de colocation solidaire

***Réfugiés et Etudiant en colocation dans des locaux laissant vacant et ce de manière temporaire en collaboration avec les bailleurs***

Publié le 03 mai 2018



**La Rédaction**

**Pouvez-vous vous présenter en quelques mots votre Association CARACOLE qui lance le concept de colocation solidaire en France ?**

**Simon GUIBERT**

Actuellement, la mobilité qui caractérise le parcours des réfugiés, une fois le statut acquis, compromet leur insertion en compliquant le travail de suivi des associations et en limitant les échanges entre réfugiés et locaux. Les lieux d'échange comme les Grands Voisins ou les ateliers SINGA doivent être multipliés pour permettre un changement des regards, une compréhension mutuelle.

Le projet consiste à capter, puis animer des logements vacants partagés, où habitent ensemble des personnes ayant obtenu l'asile en France, et des personnes pouvant bénéficier d'un loyer modéré, étudiants, jeunes actifs ou artistes. Il s'agit d'une forme de « colocation solidaire » où vivent ensemble, pour un temps fixé à l'avance, des personnes d'âges, d'origines, de cultures et de parcours différents qui créent ensemble du lien social.

**La Rédaction**

**Quelle est l'origine de cette idée ?**

**Simon GUIBERT**

Le projet vient d'une première expérience de coopérateur que Simon Guibert a mené à la Cigue. La Cigue est une coopérative de logement qui gère, après trente ans d'existence, une vingtaine de logements, la plupart en propre. Il existe en Suisse et dans plusieurs pays européens, des centaines de coopératives de logement, souvent plusieurs par grosse ville. Elles ciblent la plupart du temps des publics n'ayant pas facilement accès au parc locatif privé sur un mode de fonctionnement qui peut être comparé à celui des bailleurs sociaux français. L'une des différences est l'accent mis sur la valorisation du parc vacant et la co-construction des usages en amont avec les résidents.

La Cigue avait capté un bâtiment censé être détruit pour le besoin d'un plan d'urbanisme incluant la création de logements sociaux. Le constructeur avait fait l'acquisition de plusieurs parcelles comprenant des habitations. Certaines devaient être détruites rapidement pour la création des immeubles, d'autres avaient vocation à rester intactes le temps d'obtenir des autorisations d'urbanisme ou la vente d'autres parcelles. Le bâtiment dans lequel nous avons habité devait être occupé par un collectif durant deux ans. Avec les reports successifs des travaux, ce sont plus d'une centaine de personnes qui ont occupé les lieux en toute légalité pendant sept ans. Durant ces années, le collectif a tourné, ce qui a permis le développement d'une véritable communauté, travaillant en réseau avec les autres colocations solidaires de la CIGUE pour développer des festivals divers, des formations, des jardins partagés ou pour organiser des fêtes. Notre maison disposait d'une à deux chambres d'amis (pour une capacité maximum de douze personnes). La rencontre avec Singa a été déterminante pour orienter le projet vers l'accès au logement au bénéfice des personnes réfugiés.

## **La Rédaction**

### **Avez-vous des partenaires dans votre projet ?**

#### **Simon GUIBERT**

Nous sommes accompagnés par Singa, Plateau Urbain et France Active, sur des sujets différents.

##### **Plateau Urbain :**

Après une plusieurs rencontre avec les dirigeants de Plateau Urbain, l'équipe nous a proposé un accompagnement sur l'activité de captation de bâtiments vacants ainsi que sur tous les aspects de la gestion des relations entre résidents.

##### **France Active :**

J'ai travaillé deux ans à France Active avant de lancer ce projet. Notre association va être accompagné dans le cadre d'un programme d'intrapreneuriat que nous mettons en place en ce moment. Ce programme devrait couvrir un apport technique (mécénat de compétence), une mise en réseau à travers les 42 associations locales de France Active ainsi qu'un accompagnement au financement de notre projet.

##### **Singa :**

Nous sommes accompagnés par Singa dans le cadre de l'incubateur Finkela. Nous travaillons avec Singa à la définition de notre solution. Nous sommes pour cela au meilleur endroit puisque nous pouvons échanger directement avec les personnes que nous visons pour nos colocations. Singa nous aide aussi à structurer notre association.

## **La Rédaction**

### **Comment allez-vous sourcer les bâtiments à même d'héberger votre concept ?**

#### **Simon GUIBERT**

Il y a 6,8% de logements vides en moyenne en France.

Un peu plus de 100 000 logements sont déclarés vacants à Paris. La situation est diverse selon les arrondissements, entre le 13ème avec 5,2% de logements vacants et le 8ème arrondissement qui en compte 12,5%.

Cependant, ces logements ne sont pas tous ouverts à la réquisition par les pouvoirs publics, réquisition permise par la loi mais encore peu appliquée dans les faits.

Une part des logements vacants le sont pour des raisons de sécurité (insalubrité)

Néanmoins, si la majorité des logements vacants sont aptes à une occupation temporaire, les raisons pour lesquelles ces espaces sont laissés vides sont très diverses.

La majorité des bâtiments vacants sont des bureaux (environ 60% du total de bâtiments vacants). Un changement d'usage, passage d'une fonction de bureau à celle d'habitation est possible, voir encouragé selon les zones.

De plus la vacance n'est pas la même en Ile de France, où le marché locatif est tendu et dans les zones péri-urbaines où les bâtiments sont souvent laissés vacants faute de demande.

Il s'agira, dans un second temps, d'identifier le type de bâtiment vacant sur lesquels nous voulons nous positionner pour déterminer une stratégie efficace.

Laisser un bâtiment vacant coûte cher à un propriétaire. Entre la taxe sur le logement vacant dans certaine ville, les risques de dégradation ou de squatt, le propriétaire a intérêt à faire occuper son lieu par des résidents qui en prendront soin

## La Rédaction

### Comment allez -vous équiper ces logements « temporaires » ?

#### Simon GUIBERT

Si le logement n'est pas aux normes et nécessite des travaux d'aménagement trop importants, notre association ne sera pas en mesure de proposer une occupation temporaire par le logement.

Si le lieu est aux normes, deux cas de figure pourront se présenter

- **1) Le lieu était déjà un logement avant d'être vacant**

Dans ce cas de figure, l'aménagement consistera à meubler le bâtiment si ce n'est pas déjà le cas. Nous travaillerons avec des partenaires locaux comme Emmaus et nous serons en mesure d'avancer les frais liés à l'équipement par le biais de notre fonds associatif. Dans le cas du bâtiment que nous avons visité à Marseille, toutes les chambres étaient équipés de lits et le lieu disposait de tous les équipements sanitaires pour un emménagement rapide.

- **2) Le lieu n'a pas eu un usage d'habitation avant d'être vacant**

Si le bâtiment vacant était un bureau ou autre un lieu dédié à un usage économique, nous serons en mesure de proposer un aménagement temporaire et flexible en montant le projet avec un partenaire capable de réaliser ce type de construction.

Nous travaillons en ce moment avec Unity Cube qui designe des solutions d'aménagement temporaire pour de l'habitat dans tout type de bâtiment vacant de type bureaux.

## La Rédaction

### Il y aura un régisseur résident dans chaque projet ?

#### Simon GUIBERT

Notre projet est axé sur la gouvernance participative, l'auto-gestion et le pouvoir d'action, inspiré de l'holocratie et de la sociocratie. En pratique, il s'agit d'un modèle de gestion par lequel des mécanismes sont mis en œuvre en vue de permettre à tous les membres de faire des propositions lors des Réunions. Le but est que chacun puisse s'impliquer directement dans la gestion de son lieu de vie. Cette « démocratie du faire » doit être la colonne vertébrale de nos projets de colocation mixte et solidaire en donnant le pouvoir d'initiative à chacun. Une telle construction met en avant l'intelligence collective, et permet de rêver et d'avancer ensemble de manière flexible et pragmatique.



## La Rédaction

### Quel sera le coup du loyer pour le jeune réfugié? Et pour l'étudiant du « tandem » ?

#### Simon GUIBERT

Notre modèle économique repose sur la perception des redevances versées par les résidents. A titre d'exemple, le montant de la redevance a été fixé à 190 euros toutes charges comprises pour notre premier lieu à Marseille. Cette redevance pourra varier en fonction des aides dont pourront bénéficier les résidents (ALT, AL, APL) et des dispositifs complémentaires comme le FSL.

L'un des critères pour intégrer une colocation Caracol est d'avoir un revenu régulier qui peut être le RSA (ce qui implique l'ouverture des droits et un âge minimum de 25 ans pour les personnes réfugiées).

Notre objectif est de pratiquer l'insertion la plus large possible. Dans cette optique, nous adapterons le montant de la redevance au cas par cas pour les personnes réfugiés.

Néanmoins, chaque résident verse une redevance, dans un soucis d'égalité et de capacité à intégrer le collectif.

L'objectif est d'accompagner les résidents vers l'autogestion. Une fois le collectif créé, le temps passé par l'association Caracol dans un lieu est réduit. Une personne de l'association pourra habiter sur place avec le rôle de régisseur social (modèle de la Cigue), néanmoins ce rôle pourra être joué, à terme par toute personne ayant expérimenté le modèle de colocation Caracol.

L'accompagnement vers le logement durable, le travail ou encore l'accompagnement pour l'apprentissage de la langue sera effectué par des associations partenaires. Selon les partenaires, il pourra être effectué par des bénévoles formés ou ou des professionnels. Les associations partenaires seront responsables du financement de leur activités.

Enfin, chaque lieu sera une occasion de bénéficier de subventions locales. Dans un premier temps, l'association fonctionnera pour une partie sur subventions (Fonds de Confiance).

---

## La Rédaction

### L'étudiant pourra t'il bénéficier d'aides comme il aurait pu en avoir en résidence Crous ou étudiante classique ? Si oui lesquelles ?

#### Simon GUIBERT

Selon le type de contrat que nous passerons avec le bailleur, les résidents seront en mesure de bénéficier d'aides comme les APL ou d'aides plus spécifiques comme les ALT. Notre capacité à être identifié auprès des collectivités comme une solution complémentaire pour l'accès au logement des personnes réfugiés peut aussi nous permettre de trouver du financement pour l'accompagnement vers l'emploi, le logement durable ou l'apprentissage de la langue. Cet accompagnement sera mené par nos associations partenaires locales.

## **La Rédaction**

### **Que se passera-t-il pour les migrants lorsque vous devrez quitter un des logements temporaires ?**

#### **Simon GUIBERT**

L'objectif, à la fin de la colocation, est le relogement de 100% des résidents. Des solutions de sorties seront trouvées avec les associations partenaires. Sur des projets similaires (APA, Lazare, CALM) 70% des résidents trouvent un logement durable uniquement par le biais des liens créés lors de la cohabitation. Enfin, notre capacité à capter d'autres bâtiments vacants pour créer un roulement nous permettra de proposer aux résidents qui le souhaitent de poursuivre l'expérience de colocation solidaire dans la même ville.

## **La Rédaction**

### **Votre premier projet ce sera où ?**

#### **Simon GUIBERT**

On vous garde la surprise ! Nous sommes en discussion avancées avec un bailleur à Marseille pour une occupation temporaire de 1 an. Notre premier lieu d'implantation donnera nécessairement une identité à notre projet. Ce premier lieu pourra se trouver à Paris où nous avons la majorité de notre réseau, mais on peut démarrer dans n'importe quelle grande ville.

### **Un dernier mot à nos lecteurs ?**

#### **Simon GUIBERT**

Nous souhaitons offrir à tous ceux qui le souhaitent l'expérience d'une colocation multiculturelle enrichissante. Nos colocations seront construites autour de la mise en relations de personnes qui partagent des intérêts communs et l'envie de créer un lien autour de projets développés ensemble. Dans cette configuration, l'échange se crée par la cohabitation quotidienne et l'adhésion à un projet. Le mot « projet » est passé partout, il peut désigner un centre d'intérêt partagé ou une petite action ponctuelle qui constitueront un premier ciment comme un projet plus ambitieux rendu possible par un lieu. Dans cette optique, la personne réfugiée n'est pas une « personne à intégrer » par le projet mais une valeur ajoutée pour le projet, par sa culture et son parcours différent. Les colocations auront, selon les candidatures que nous recevons, une orientation « internationale ». Les personnes à statut de réfugié ne seront pas nécessairement les seules personnes ayant une culture différente des « locaux ». L'origine n'est pas la seule source de diversité. Notre but est de mixer les mixités : culturel, sociales et économiques. La mixité comme valeur ajoutée est une valeur fondamentale du projet, une valeur qui sera partagée par les personnes ayant envie de rejoindre une colocation solidaire du réseau. Le terme « solidaire » et l'objet social en général ne reposent pas uniquement sur l'accueil des réfugiés dans ces colocations mais sur l'accès, pour tous les locataires, à un lieu de vie décent pour un loyer modéré et la possibilité de développer, pour un temps donné, des projets en commun qu'il aurait été difficile de réaliser dans le cadre du marché locatif classique.

## La Roche-sur-Yon. Ils lancent une colocation solidaire à la rentrée

Le projet de l'association Caracol se développe à La Roche-sur-Yon. Il a séduit Céline, qui propose sa maison pour une colocation solidaire. Quatre places sont disponibles.



On aurait presque envie de s'y installer tout de suite. Assis à la table de la terrasse, au milieu des parterres de fleurs, les bénévoles de l'association Caracol s'affairent. Déjà, les premiers candidats viennent passer des entretiens. Dès la mi-septembre, c'est dans une maison spacieuse, située dans une rue paisible, à quinze minutes du centre de La Roche-sur-Yon, qu'une colocation solidaire verra le jour. Déjà implanté à Paris et Marseille, ce projet a pour but de trouver des logements vacants pour y créer des espaces de vie mixtes, destinés aux réfugiés et aux jeunes actifs. « **Nous souhaitons répondre à deux besoins. L'accès au logement et l'envie de cohabiter avec des personnes de cultures différentes** », explique l'un des fondateurs de l'association, Simon Guibert.

Caracol ne s'imaginait pas venir s'implanter à La Roche-sur-Yon, avant d'être contacté par Céline, propriétaire d'une maison de cinq pièces. « **Native d'Hawaï, habituée des milieux multiculturels** », elle déménagera en septembre. Mais plutôt que de louer son bien, elle a décidé de le mettre gracieusement à disposition d'un projet solidaire : « **Je voulais faire ça depuis longtemps et j'ai toujours pensé que cette maison était faite pour la colocation** ». Impliquée dans la vie associative, Céline tient sa fibre sociale de son grand-père, « **qui était bénévole pour donner des cours de français** ». Pour le moment, la propriétaire a accepté de laisser sa maison à disposition pour trois ans. Celle-ci permet d'accueillir quatre personnes. « **On aimerait avoir deux Français et deux réfugiés. Et pourquoi pas accompagner la mobilité d'un réfugié vers la Vendée qui est un territoire dynamique. À Paris c'est saturé, et il peut y avoir une crainte de venir s'installer dans une plus petite ville comme La Roche-sur-Yon. La colocation peut répondre à ce besoin car cela permet de connaître du monde** », détaille Simon Guibert.



## « Même avec un RSA, c'est possible »

La maison de Céline est une aubaine pour l'association Caracol. Il n'y a pas de travaux à faire et la plupart des meubles sont déjà sur place. Chaque colocataire devra s'acquitter d'une redevance. Fixée à 190 €, charges comprises, elle peut-être aménageable en fonction du revenu. L'association n'en tirera aucun bénéfice et utilisera cet argent pour payer les charges, créer une caisse pour d'éventuels dégâts et payer un salarié de l'association. Quinze candidats se sont déjà manifestés. Simon Guibert prévient que chaque personne motivée par l'idée de vivre dans ce modèle de colocation mixte et à la sensibilité écolo, sera écoutée : « **Même avec un RSA, c'est possible. Cela permet de se projeter dans un projet personnel et de ne pas avoir à sauter sur le premier travail venu par souci financier** ». La sélection se fera en deux temps : « **Nous commençons par les jeunes actifs. Pour les réfugiés on s'appuiera sur nos partenaires** ». Caracol collabore notamment avec Habitat et humanisme, une association qui œuvre à l'insertion par le logement et pour laquelle Céline a déjà été bénévole.